

LE DEVOIR

Vol. LXXXVI - No 239

MONTREAL, LES SAMEDI 14 ET DIMANCHE 15 OCTOBRE 1995 4 CAHIERS - 1,75 \$ + TPS + TVQ

LIVRES

Nicole Brossard:
subvertir, transgresser!
PAGE D 1



FORMES

Bungalow,
bord de l'eau
PAGE B 12



ÉCONOMIE

Inforoute: un rapport
qui ne règle rien
PAGE C 1

LES ARTS

Les dessous
de l'art visuel
PAGE B 1



PERSPECTIVES

La fête sans Parizeau

Le premier ministre chinois Li Peng a entamé jeudi une visite officielle de trois jours au Canada à l'invitation adressée par le premier ministre Jean Chrétien à l'occasion de sa visite en Chine, en compagnie de neuf premiers ministres provinciaux, en novembre 1994. La venue de M. Li marque le 25^e anniversaire de l'établissement de relations diplomatiques entre la Chine et le Canada.

On ne peut totalement éviter, semble-t-il, d'examiner la visite du premier ministre chinois Li Peng à travers le prisme de la question constitutionnelle canadienne. Les hasards du calendrier et les considérations politiques ont fait en sorte que la rivalité Québec-Canada colore une fois de plus les relations avec un pays étranger.

Pour la deuxième fois en 12 mois, le Québec ne sera pas représenté par le chef de son gouvernement lors de contacts de haut niveau entre les autorités canadiennes et les autorités chinoises. M. Parizeau avait décliné l'invitation à se joindre au voyage en Chine de «l'Équipe Canada», en novembre dernier — au motif qu'il était en train de former son gouvernement —, comme il a refusé de participer hier à la rencontre à Montréal entre le premier ministre chinois et ses homologues canadiens et provinciaux.

Dans les milieux proches du gouvernement du Québec, on dénonce les «manigances» et les «combines» d'Ottawa qui aurait délibérément organisé la visite du premier ministre chinois en pleine campagne référendaire, et à Montréal en plus, pour mieux mettre en relief l'absence du premier ministre québécois et pour l'embarrasser en attirant dans la métropole québécoise toutes les manifestations d'hostilité contre M. Li. En réalité, la date de la visite de M. Li n'est pas innocente, mais elle n'est pas non plus le résultat d'un calcul machiavélique: le 13 octobre 1970, le Canada établissait des relations diplomatiques officielles avec la Chine et c'est donc un 25^e anniversaire, précisément, que le premier ministre chinois est venu marquer.

Ce n'est pas la première visite de Li Peng au Canada. En 1985, il faisait partie, à titre de vice-premier ministre et de responsable de la Commission chinoise de l'éducation, d'une délégation officielle conduite par le président chinois Li Xian Nian. Accueilli à Québec par le gouvernement du Parti québécois, Li Peng avait également effectué une visite du complexe hydroélectrique de la Baie-James.

Mais c'était à une autre époque, celle de l'ouverture économique de la Chine, amorcée en 1978, et qui a connu un brusque coup d'arrêt en juin 1989, avec la répression du mouvement étudiant et le massacre de la place Tiananmen. En 1985 par contre, Li Peng, que d'aucuns qualifient de «boucheur de Tiananmen», est controversé et les relations commerciales avec la Chine n'ont pas partout bonne presse.

Les autorités chinoises abhorrent la contestation chez elles et ne la tolèrent pas non plus à l'étranger. Devant les manifestations contre sa visite en Allemagne le mois dernier, le premier ministre Li Peng avait carrément coupé court à son voyage.

Pour le Canada, la question de la violation des droits de la personne en Chine se pose, mais en parallèle seulement au développement des échanges commerciaux. La position canadienne se lit à peu près comme suit: le Canada ne subordonne pas le commerce aux progrès sur les droits de la personne mais souhaite poursuivre le dialogue sur les droits de la personne. «Ce n'est pas l'isolement de la Chine qui va améliorer la situation des droits de la personne. C'est par les échanges et le dialogue qu'on parviendra à faire évoluer la Chine», dit-on à Ottawa. De fait, le volume des échanges commerciaux bilatéraux a connu en 1994 une hausse de 25 % par rapport à l'année précédente et les exportations canadiennes en Chine ont progressé de 34 % pendant la même période. La Chine est la cinquième partenaire commercial du Canada et le deuxième en Asie. Plusieurs firmes canadiennes investissent en Chine depuis le début des années 70.

Québec ne raisonne pas autrement qu'Ottawa sur la question chinoise et adopte le même «découplage» du commerce et du respect des droits de la personne. En novembre dernier, le ministre québécois de l'Industrie et du Commerce, Daniel Paillé, saluant les hommes d'affaires québécois qui venaient de décrocher des contrats en Chine, invitait ses auditeurs à faire la différence entre leurs affaires et les sentiments ressentis devant les événements de la place Tiananmen.

Si, pour Ottawa et pour Québec, les affaires avec la Chine ne passent pas par le respect des droits de l'homme, c'est donc ailleurs qu'il faut chercher l'origine de la mauvaise humeur manifestée à l'occasion de la visite du premier ministre chinois.

Le gouvernement du Québec a commencé à s'intéresser à la Chine dès 1978, notamment en jouant de l'expertise québécoise en matière d'énergie hydroélectrique. Mais Québec accuse Ottawa de s'opposer systématiquement au développement de relations bilatérales sino-québécoises.

INDEX	MÉTÉO
AgendaD12	Montréal
Avis publics.....C10	Averses et risque
ClasséesC11	d'orage. Max: 24.
CultureB1	Dimanche: averses.
Économie.....C1	Max: 16
Éditorial.....A10	Québec
Le monde.....A8	Averses et risque
Mots croisés...C11	d'orage. Max: 22.
Les sportsC12	Dimanche: averses.
	Max: 15
	Détails en C 11

Li Peng dans la tourmente

■ Gary Filmon en profite pour lancer un appel en faveur du NON
■ Pas de partenariat avec un Québec souverain, dit Frank McKenna

JEAN DION
DE NOTRE BUREAU D'OTTAWA

Le premier ministre chinois Li Peng a amorcé hier une brève visite au Canada en recevant les compliments de Jean Chrétien, mais la controverse internationale et la polémique intérieure se sont aussitôt mêlées à ce rendez-vous officiellement diplomatique et commercial.

Arrivé en matinée à Ottawa, M. Li a eu un entretien privé avec son homologue canadien et a participé à un meeting ministériel élargi, puis les deux hommes ont mis le cap sur Montréal où devait avoir lieu, en soirée

hier, un dîner d'État réunissant les neuf premiers ministres provinciaux — Jacques Parizeau étant absent — et les gens d'affaires formant l'«Équipe Canada».

Et comme il fallait s'y attendre, les étincelles référendaires n'ont pas tardé à surgir, le leader manitobain Gary Filmon prenant prétexte de la présence du numéro deux chinois pour lancer un appel en faveur du NON. Les accords commerciaux entre le Canada et la Chine «sont la preuve qu'un pays relativement petit comme le Canada peut avoir du succès dans ses échanges avec le plus grand pays du monde. [...] Cela ne serait pas possible pour un petit pays indépendant de sept millions

d'habitants» comme le Québec, a déclaré M. Filmon à son arrivée.

Plus tôt en journée, le premier ministre du Nouveau-Brunswick Frank McKenna avait profité de son passage au Québec pour affirmer, 24 heures après Mike Harris de l'Ontario, que le Canada ne négocierait jamais une union économique avec un Québec souverain.

De son côté, Jean Chrétien a accueilli son homologue en soulignant les «formidables réformes» en cours en Chine populaire et en saluant la «maturité» qu'ont atteint

VOIR PAGE A 12: TOURMENTE

Le OUI gagne du terrain, selon un nouveau sondage

Le NON en proie à la panique, dit Bouchard

Le camp Johnson accélère la cadence: Jean Charest prend du galon

PAUL CAUCHON
ET KATHLEEN LÉVESQUE
LE DEVOIR

L'écart se rétrécit entre le OUI et le NON, et les deux camps s'ajustent à la bataille: au camp du OUI, qui mise depuis le début de la semaine sur la popularité de Lucien Bouchard, le camp du NON oppose maintenant la fougue de Jean Charest.

Lucien Bouchard croit même déceler un «début de panique» chez ses adversaires, précisant que les fédéralistes sont à la veille de s'entre-déchirer.

M. Bouchard sert également un non retentissant aux propositions du premier ministre de l'Ontario Mike Harris, qui propose une alliance entre les provinces pour renouveler le fédéralisme.

Un sondage Gallup publié hier soir par Radio-Québec et CFCF-12 indique que le NON mène toujours dans les intentions de vote, à 53 % des voix, mais avec 47 % des suffrages potentiels, le OUI se rapproche (après répartition des indécis).

Avant-hier, un sondage interne du Parti québécois plaçait le OUI à quasi-égalité avec le NON avec 49,5 % des voix, après répartition des deux tiers des indécis au NON. Au sein des deux caravanes adverses hier, beaucoup de rumeurs circulaient sur des sondages internes qui placeraient le OUI de plus en plus près du NON.

Dans un discours prononcé à Saint-Jérôme hier, le chef du Bloc québécois Lucien Bouchard a déclaré que «la montée du OUI est évidente: nous approchons de

VOIR PAGE A 12: PANIQUE

- Dossier référendaire: les projet de société du OUI et du NON.....A 6
- Johnson prédit des jours très sombres aux PME si c'est OUI.....A 7
- L'éditorial de Jean-Robert Sansfaçon: Le modèle québécoisA 10
- Le débat référendaire, selon Louis Riel.....A 3



Le premier ministre chinois Li Peng a été accueilli hier matin par son homologue Jean Chrétien à l'aéroport d'Ottawa. La visite officielle de M. Li se déroule sur fond de controverse internationale et référendaire. À Ottawa, seulement une poignée de manifestants a réussi à convaincre les services de sécurité de modifier l'horaire du premier ministre chinois. En soirée à Montréal, où l'attendaient quelques centaines de manifestants, M. Li prenait part à un dîner d'État réunissant M. Chrétien et neuf premiers ministres provinciaux.

Les intellectuels de la résistance

Ils sont entre le OUI et le NON,
rêvent d'une société que n'offre aucune des options
et réclament le droit à la dissidence

MICHEL VENNE
DE NOTRE BUREAU DE QUÉBEC

Depuis qu'il s'est emporté, à la télévision, contre l'étriquet du mouvement nationaliste québécois, la semaine dernière, le dramaturge René-Daniel Dubois a reçu cent, cent cinquante appels de gens qui voulaient lui dire merci. Des gens qui, comme lui, parmi les intellectuels ou les artistes, entretiennent une saine résistance contre l'unanimité ambiante.

Dans la foulée, l'humoriste Jean-Guy Moreau, qui parlait à une tribune organisée par des partisans de la souveraineté, mercredi, réclamait le droit de «n'être récupéré par personne». Il rejette les étiquettes, ne fait partie ni des porte-parole ni des «pissous». Il veut être lui-même. Il votera OUI et veut garder ses raisons

pour lui. Et se réserve le droit de changer d'avis dans l'isolement.

La sortie de Dubois a révélé l'existence d'un certain malaise dans une partie de la classe intellectuelle. Certes, la majorité des universitaires et des artistes sont souverainistes. Ils publient des recueils de lettres, des essais pour le dire. 300 d'entre eux ont signé un manifeste. Mais parmi eux, quelques poches de résistance se forment. En y regardant de plus près, on les repère. Ceux qui y nichent se sont exprimés, déjà. Le malheur, c'est que lorsqu'ils parlent, leurs paroles sont annexées par le camp du NON. En fait, tout le malaise vient de là. Il n'y a plus moyen, au Québec, de ne pas faire partie de l'une des «deux grandes sectes» offi-



Joseph Rotblat, Prix Nobel de la paix 1995: un camouflet à la France et la Chine.

Un Nobel antinucléaire

Le Comité Nobel a une fois de plus pris le monde par surprise en accordant le prix Nobel de la paix 1995 à un vieux militant antinucléaire, Joseph Rotblat, ainsi qu'à l'organisation Pugwash qu'il a inspirée, et qui tient périodiquement des symposiums dans le village canadien du même nom. La décision a été perçue comme un camouflet à la France et la Chine, deux pays qui poursuivent aujourd'hui leurs essais nucléaires grandeur nature. Mais Paris est resté imperturbable devant cette nouvelle action symbolique contre sa politique.

— Voir page A 8.

VOIR PAGE A 12: RÉSISTANCE

RÉFÉRENDUM

1 9 9 5

DU 9 AU 17 OCTOBRE 1995, C'EST LA RÉVISION DE LA LISTE ÉLECTORALE

Qui que vous soyez, vous comptez



Vous avez reçu la liste électorale de votre section de vote? Vérifiez si votre nom y est inscrit et bien inscrit. C'est votre nom de famille à la naissance qui doit y être inscrit. Vous constatez que vous n'êtes pas inscrit? Vous constatez une erreur? Vous constatez qu'une personne y est inscrite sans y avoir droit? Vous aurez 18 ans au plus tard le 30 octobre 1995? Profitez de cette période pour faire, selon le cas, auprès de votre commission de révision une demande d'inscription, de correction ou de radiation de votre nom ou de celui de la personne qui n'a pas le droit d'y être inscrite.

COMMENT?

Rien de plus simple, vous n'avez qu'à vous présenter devant la commission de révision à laquelle est rattachée votre section de vote entre le 9 et le 17 octobre 1995. Cette rencontre se déroulera entre les réviseurs et vous-même. Un parent, un conjoint ou une personne qui cohabite avec vous peut également effectuer une demande qui vous concerne auprès de cette commission.

L'adresse et les heures d'ouverture de votre commission de révision sont publiées dans les journaux et apparaissent également sur la liste électorale que vous recevrez.

Toute demande, quelle qu'elle soit, présentée devant la commission de révision, doit être faite sous serment. La commission pourra exiger une preuve nécessaire à la prise de décision.

Les demandes d'inscription doivent être accompagnées de deux pièces d'identité, sinon elles seront refusées. Ces pièces doivent mentionner au moins pour l'une, le nom et la date de naissance (exemples: certificat de naissance, passeport, certificat de citoyenneté, etc.) et pour l'autre, le nom et l'adresse (exemples: permis de conduire, compte d'électricité, bail, compte de téléphone, etc.).

ÉTUDIANTS, TRAVAILLEURS, PERSONNES HOSPITALISÉES

Vous avez quitté temporairement votre domicile pour étudier ou travailler? Vous séjournez dans un centre hospitalier ou un centre

d'accueil? Vous pouvez choisir de voter à l'endroit où vous résidez ou séjournez temporairement. Ce choix doit se faire au moment de la révision de la liste électorale. Pour ce faire, rendez-vous à votre commission de révision.


VOUS AVEZ DÉMÉNAGÉ?


Vous avez déménagé depuis que le recensement a eu lieu. Vous devez faire une demande d'inscription à la commission de révision à laquelle est rattaché votre nouveau domicile.

Pour de plus amples renseignements, n'hésitez pas à communiquer avec le personnel du Directeur général des élections du Québec entre 9 h et 22 h, sept jours par semaine, en composant:

1 800 461-0422 (de l'extérieur de la région de Québec, sans frais)

(418) 528-0422 (de la région de Québec)

 Les personnes sourdes ou malentendantes peuvent composer sans frais: 1 800 537-0644

 À noter que les locaux où siègent les commissions de révision sont accessibles aux personnes handicapées.

Les commissions de révision siègent du 9 au 17 octobre 1995, de 10 heures à 21 heures.



LE DIRECTEUR GÉNÉRAL
DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC
Pierre-F. Côté, C.R.

Parce qu'un vote, ça compte

LE DEVOIR MONTREAL

HISTOIRE

Le débat référendaire, selon Louis Riel

Des documents uniques du leader métis exposés à l'Hôtel des Encans

MARIO CLOUTIER
LE DEVOIR

«Maintenant que nous rentrons à la maison, notre politique sera d'offrir un bon gouvernement au peuple, aussitôt que nous pourrions l'établir, et la prospérité au public, selon tous les moyens mis à notre disposition.»

Ces paroles ne sont pas celles que prononcera Jacques Parizeau au lendemain d'un OUI au référendum,

pas plus que celles de Jean Chrétien à la suite d'un NON. Il s'agit de la fin du premier discours qu'a prononcé Louis Riel il y a 125 ans devant le gouvernement provisoire du Manitoba.

L'Hôtel des Encans expose depuis jeudi des documents uniques de Louis Riel. Il s'agit donc d'un discours du leader métis prononcé en 1870 et recueilli en ce qui constitue le premier document officiel du gouvernement provisoire du Manitoba, une photo des membres de ce gouvernement présidé par le leader métis ainsi qu'une des toutes dernières lettres signée de sa main et adressée à son épouse, Marguerite Monet.

Le tout sera ensuite mis en vente le 18 octobre prochain dans le cadre des quatre jours de la vente consacrée en grande partie à la succession Saidye Bronfman et au contenu du château de Cavaroque en France. Selon l'Hôtel des Encans, il n'existerait au monde qu'un seul autre exemplaire des *Minutes of Proceedings of the Legislature of Rupert's Land* comprenant le discours de Riel. Il se trouve aux Archives nationales à Ottawa.

Le chef métis, dont on commémorera le 110^e anniversaire de la mort le 16 novembre prochain, y parle des difficultés subies par son gouvernement provisoire depuis quelque temps. L'histoire nous dit que cinq jours auparavant, les Métis avaient

exécuté un surintendant ontarien, Thomas Scott. Considéré au Québec comme un héros et recherché par les autorités ontariennes, Riel devait par la suite fuir aux États-Unis.

Dans son discours, le leader métis a par ailleurs prononcé des paroles qui pourraient avoir été dites ici, maintenant: «Je dois dire que notre gouvernement doit être complété aussi vite que possible. Ceci doit être fait dans le but de promouvoir l'union dans notre colonie et de donner à nos hommes d'affaires un sentiment de sécurité qui les encouragera au renouveau, ce qui insufflera une nouvelle vigueur dans la communauté. Nous devons aider notre pays à faire face à cette crise...»

Un peu plus loin, il lance un appel au compromis et à la paix: «Un esprit de concession, je crois, doit se manifester des deux côtés, et, si cela est possible, nous vivrons dans la cordialité et l'unité.»

Ces paroles ont été prononcées en français par Riel mais traduites par l'imprimeur de Winnipeg qui les a publiées. Il s'agit sans nul doute d'une pièce symbolique importante qui rend compte de la lutte des Métis et des francophones pour la reconnaissance de leurs droits par la fédération canadienne.

D'autre part, la lettre de Riel à son épouse, une des rares encore en circulation, est datée du 5 octobre 1885, soit un peu plus d'un mois avant la pendaison de l'activiste. Du fond de sa cellule, il s'enquiert de l'état de santé de son épouse et de ses enfants et les exhorte à ne pas perdre espoir.

À l'époque, il savait déjà que l'appel de sa sentence avait été rejeté. Cela ne l'a nullement empêché de lancer un dernier message politique à l'intention de ses supporters et amis: «Ayez confiance, vous autres qui êtes libres.»



Louis Riel

Douceurs d'automne



PHOTO JACQUES GRENIER

DES ENFANTS se promenant paisiblement au bord de l'eau par un après-midi ensoleillé, quelle douce scène d'automne! D'autant plus qu'il a fait si beau et si chaud hier. La température clémente, digne de l'été indien, est supposée durer quelques jours, mais la pluie risque de s'en mêler.

Descente à Lachine

Des motards armés jusqu'aux dents

La police dresse un inventaire éloquent des armes retrouvées chez les Rockers

LE DEVOIR

La nouvelle escouade antimotards a découvert jeudi soir une cache d'armes des Rockers, club-école des Hell's, dans un appartement de la 25^e avenue, à Lachine.

Les enquêteurs de la SQ, de la GRC et de la police de la CUM ont en effet mis la main sur plusieurs armes de fort calibre, notamment des AK-47, ainsi que des centaines de balles, de la dynamite et des détonateurs.

L'intervention policière s'est déroulée rondement, les trois occupants de l'appartement visité n'ayant offert aucune résistance. Des trois individus (deux hommes et une femme), seul Sylvain Veillette, 24 ans, a été accusé hier matin au Palais de

justice de Montréal de diverses accusations de possession d'armes. Il a aussi été accusé de possession de drogue, l'escouade antimotards ayant en effet retrouvé dans son appartement deux plaques de haschisch.

Il s'agit de la première intervention de cette escouade depuis sa création il y a quelques semaines. Elle survient aussi 24 heures après la mise sous scellé, par le Service de prévention des incendies de Montréal, du bunker des Rockers, rue Gilford, mesure prise en vertu du règlement municipal M-3, lequel permet aux pompiers de fermer une résidence lorsqu'elle représente une menace pour la sécurité publique.

Une marche contre la pauvreté

LE DEVOIR

Le Mouvement AtD Quart Monde soulignera mardi la Journée mondiale pour l'élimination de la pauvreté par une marche silencieuse dans les quartiers de Pointe-Saint-Charles, Saint-Henri et Petite-Bourgogne.

Ce mouvement, né à Paris en 1987, entend se ranger du côté des exclus. Les organisateurs montréalais (279-0468) comptent sur la présence de leaders de différentes religions, de chefs d'entreprise et d'ar-

tistes gagnés à ce type de campagne qui a essaimé dans une cinquantaine de pays en moins de dix ans.

Dans neuf autres villes du Québec, ainsi qu'à Ottawa, le mouvement organisera le même jour des marches semblables et des soupers communautaires.

Le 17 octobre 1994, aux Nations unies, le secrétaire général Boutros Boutros-Ghali avait tenu à accueillir symboliquement 350 délégués venus de 42 pays pour témoigner de leur désir de voir naître un monde plus juste et plus humain.

Précision

Un reportage publié en page A 3 hier a pu porter à confusion. Ainsi, la Table des préfets et des maires du Montréal métropolitain suggère au ministre des Transports Jacques Lé-

nard de hausser de 25 \$ les droits d'immatriculation — pour financer le transport en commun — et non le coût du permis de conduire, comme le laissait entendre le reportage.

ERRATUM

Une erreur a malheureusement été commise lors de l'impression de nos encarts GMC. Veuillez nous en excuser.

Tous nos encarts auraient dû véhiculer le logo "recyclé".



LIBRAIRIE
LE BOUQUIN
Nous vendons les publications du gouvernement du Québec:
- lois, règlements
- livres administratifs, techniques
- livres d'art, etc.
Commandes téléphoniques acceptées.
Heures d'ouverture:
lundi, mardi, mercredi: 9h à 20h,
jeudi, vendredi: 9h à 21h, samedi: 9h30 à 17h
395, Boul. Cartier, Laval
Tél.: (514) 688-6036 Fax: (514) 688-8844
CONCESSIONNAIRE DES PUBLICATIONS DU QUÉBEC

7 SUR 7
Dimanche à 19 h 30

LA GAUCHE ET L'ADROITE
CHEZ ANNE SINCLAIR:
LIONEL JOSPIN ET
CLAUDIA SCHIFFER

TV5

LES ENSEIGNANTES ET LES ENSEIGNANTS

DE CÉGEP FONT LEUR PART.

QU'ON EN JUGE :

- ❖ DIMINUTION ET GELS RÉPÉTÉS DE SALAIRE REPRÉSENTANT UNE PERTE DU POUVOIR D'ACHAT D'AU MOINS 20 % ;
- ❖ ALOURDISSEMENT DE LA TÂCHE D'ENVIRON 15 %.

Au moment où tous s'entendent pour lutter contre le décrochage et les échecs scolaires, le gouvernement n'a d'autre objectif que de sabrer encore et toujours dans les ressources dédiées à l'enseignement.



LES ENSEIGNANTES ET LES ENSEIGNANTS DES SYNDICATS MEMBRES DE LA FÉDÉRATION AUTONOME DU COLLÉGIAL

1259, rue Berri • Bureau 400 • Montréal (Québec) H2L 4C7
Tél. : (514) 848-9977 - Télécopieur : (514) 848-0166

Ogilvy & Mather

Montre Bvlgari-Bvlgari en or 18 Carats montée sur bracelet Tubogas, disponible également avec bracelet en acier. Fabriquée en Suisse.

BVLGARI
Les montres Bvlgari sont en vente en exclusivité à Montréal chez
JOAILLIER LOU GOLDBERG
1215 Ave. Greene • Montréal, Québec H3Z 2A4 • (514) 935-4612

LES ACTUALITÉS

CONCERTS CLASSIQUES

Un commencement en lion

MUSICI
Mozart: Symphonie no 17 en sol majeur, KV. 129; Béla Bartók: Divertimento pour cordes (1939); L. Bernstein: Three Meditations pour violoncelle et orchestre; Mozart: Cassado: concerto pour violoncelle et orchestre (d'après le KV. 447)

Yuli Turovsky, violoncelle; I Musici de Montréal
Dir.: Yuli Turovsky
Salle Pollack, le 12 octobre 1995

FRANÇOIS TOUSIGNANT

Salle comble pour le premier concert de la saison des Musici. On les a retrouvés en grande forme et, admettons-le, cette sonorité si intense et pleine nous manquait. La «petite» symphonie de Mozart d'entrée était un bijou. Dans une œuvre qu'on croirait sans importance, on a entendu des merveilles d'imitation, de développements motiviques, de séduction. Le propos n'est pas profond, mais qui a dit que la musique ne pouvait divertir intelligemment? Aucune note ne tombait à plat, les coquetteries fascinaient avec une verve — ah! Mozart! — qui a ravi l'oreille attentive.

Suivait le Divertimento de Bartók. Rien de divertissant dans cette dernière page européenne de Bartók, alors déprimé par la montée du fascisme et la guerre prochaine, et qui se résignait à l'exil.

Turovsky mord dans la partition pour en extraire le contenu expressif poignant et désolé. Les oppositions entre blocs harmoniques et petits contrepoints du premier mouvement exprimaient une violence peu commune.

Le second mouvement a été troublant: on ne ressort pas de cette écoute sans éprouver du malaise. Le fond du

désespoir est atteint; on découvre que si l'œuvre est jugée avec un peu de dédain comparativement à ses prédécesseurs, elle n'a rien à lui envier. Tant de douleur fait mal, tant de magie émeut au plus profond de l'âme.

Il en a été de même pour le finale. On a fait sortir le clinquant ironique pour arriver à une quintessence de l'expression de quelqu'un qui voudrait encore croire à la joie mais en reconnaissant l'impossibilité. Le propos noir magnifie l'esprit de cette partie du siècle, lui faisant accéder à l'universel. Une exécution magistrale. Pas aussi claire et transparente qu'à l'accoutumée, mais profondément poignante, intelligente et sentie.

Les Trois Méditations de Bernstein ont fait effet. Dans cette esthétique des mélanges — autrefois si controversée — de Bernstein, certains moments frisent le vulgaire; le vrai artiste en Bernstein compense par des moments d'émotion qui, sans être subtile ou raffinée, reste sincère.

Il fait bon d'entendre tout ce son, de sentir que la musique n'est pas qu'une chose délassante mais un art qui empoigne l'être et lui fait vivre des émotions vraies et essentielles. En cela, Turovsky et son ensemble sont des artistes de premier plan qu'on ne saurait éviter.

Pour conclure, une piètre transcription d'un concerto pour cor de Mozart. Si on admire la virtuosité fougueuse de Yuli Turovsky, il faut reconnaître que les risques n'ont pas payé. Trop de faiblesses dans la justesse et dans la coordination pour que ce qui doit nous donner que du plaisir soit plaisant. Electrisant parfois, c'est le propre de la virtuosité, mais pauvre musicalement. Ce n'est pas grave: il est bon de laisser son public avec un clin d'œil léger. Ceci dit, la barre est maintenant très haute pour les Musici. Souhaitons qu'ils sachent toujours la hausser.

Congrès national

Un NPD sans illusions

Il doit cependant «combler un vide à la gauche de l'échiquier politique», estime Bob White

HUGUETTE YOUNG
PRESSE CANADIENNE

Ottawa — Le Nouveau Parti démocratique ne formera pas le prochain gouvernement fédéral mais doit viser à «combler le vide à la gauche de l'échiquier politique», a lancé hier le président du Congrès du Travail du Canada Bob White.

Au moment où le NPD se remet tranquillement de sa pire dégringolade électorale de ses 34 années d'existence, le chef syndical a enjoint les délégués de ne pas suivre le virage à droite des principaux partis fédéraux.

«Soyons francs. Peu importent les politiques que nous adoptons pendant ce congrès, peu importe le choix du chef, le NPD ne formera probablement pas le prochain gouvernement du Canada», a-t-il souligné hier avec passion.

«Mais cela ne veut pas dire que nous ne pouvons pas faire une différence dans la vie des Canadiens.»

Selon lui, les néo-démocrates doivent résister à la tentation d'effectuer un virage vers la droite et regagner leur place sur l'échiquier politique

comme la voix de la gauche.

«Notre but, au terme de ce congrès, doit être de combler le vide de la gauche, de faire entendre cette voix qui manque, a-t-il poursuivi. Notre but doit être de contester l'orientation qui se dessine et de souligner qu'à long terme, cela créera un malaise social.»

Selon lui, les néo-démocrates doivent repousser les accusations de leurs adversaires politiques qui les accusent «de vivre dans le passé».

«C'est de la foutaise», a-t-il laissé tomber en accusant les autres partis de renoncer aux gains sociaux réalisés au cours des 50 dernières années.

Selon lui, la protection des programmes sociaux doit demeurer un cheval de bataille du NPD.

«Ce n'est pas facile pour nous qui occupons la gauche de l'échiquier politique. Or, je tiens à dire aux commentateurs qui s'apprentent à acheter des pelles pour nous enterrer, sauvez-vous sous. Non seulement nous survivrons, mais nous allons faire peau neuve.»

M. White en a profité aussi pour attaquer le gouvernement du pre-

mier ministre Jean Chrétien qui recevait, hier, à Ottawa et à Montréal le premier ministre chinois Li Peng.

«C'est honteux que le Canada qui poursuit une politique de libéralisation des échanges avec la Chine renonce à exiger le respect des droits de la personne les plus fondamentaux», a-t-il terminé au son des applaudissements de la salle.

M. White a indiqué par la suite aux journalistes qu'il n'avait pas l'intention d'appuyer publiquement l'un des trois candidats à la tête du parti.

Le congrès élira demain un successeur à Audrey McLaughlin. L'ex-député Lorne Nystrom, de Saskatchewan, le député Svend Robinson de la Colombie-Britannique et Alexa McDonough, l'ex-chef du NPD en Nouvelle-Ecosse, briguent les suffrages.

Avec 44,7% des suffrages, M. Nystrom, un ex-député d'expérience domine les primaires, suivi de Svend Robinson avec 32% et de Alexa McDonough avec 18,5% des suffrages. Un quatrième candidat, Herschel Harding, un auteur de Vancouver, a été éliminé, n'ayant pas recouvert 15% des suffrages lors des primaires.

Hépatite B

Plaidoyer en faveur de la vaccination

CAROLINE MONTPETIT
LE DEVOIR

Le Dr Luc Chicoine, de l'hôpital Sainte-Justine, estime que les adultes à risque, et peut-être même toute la population, devraient se faire vacciner contre l'hépatite B, compte tenu de la recrudescence de cette maladie partout dans le monde.

Le Dr Chicoine a exprimé cette opinion lors d'une conférence de presse tenue dans le cadre du congrès de l'Association des médecins francophones. Depuis quelques années seulement, on vaccine en effet l'ensemble des enfants de quatrième année contre l'hépatite B.

Le Dr Chicoine a également mis en avant la pertinence de faire appliquer la prescription du rappel du vaccin contre la diphtérie-tétanos à tous les 10 ou 15 ans. Le Dr Chicoine a rappelé qu'aux États-Unis, depuis quelques années, les nouveaux-nés étaient systématiquement vaccinés contre l'hépatite B. Et ce vaccin est l'un des seuls, dit le Dr Chicoine, à être plus efficace lorsqu'administré dès la naissance.

Le vaccin contre l'hépatite B est disponible depuis 1986. Parmi les adultes à risque, dans le cas de cette maladie (beaucoup plus virulente que l'hépatite A), on retrouve les homosexuels et les personnes se droguant par injections intraveineuses.

Dans le monde, quelque 800 000 à 900 000 personnes meurent de l'hépatite B chaque année. En Chine, semble-t-il, 20% des gens sont atteints. Dans l'ensemble des pays d'Asie, le pourcentage des porteurs

est également très élevé. Au Canada et aux États-Unis, à l'heure actuelle, ce pourcentage est de 0,5%.

Par ailleurs, le Dr Chicoine affirme qu'un rappel du vaccin contre la rougeole entre cinq et douze ans pourrait être nécessaire. Cette posologie est présentement en vigueur aux États-Unis.

De façon générale, le Dr Chicoine estime que le Québec et le Canada offrent un régime relativement bon de vaccination, même s'il traîne un peu derrière celui des États-Unis, puisque ceux-ci ont plus de moyens d'expérimentation, explique-t-il. «La vaccination est, pour moi et pour tout ceux qui préfèrent prévenir, un acquis sûr et le fleuron de la médecine, surtout de la pédiatrie. Qu'on se rappelle le succès obtenu contre la varicelle, qui a été éradiquée de la Terre grâce à la vaccination.» Le Dr Chicoine a ajouté que des espoirs semblables sont possibles dans les cas de la rougeole et de la polio mais qu'il faut continuer de vacciner tant que ces maladies seront présentes sur la planète.

Le responsable de la clinique de pédiatrie internationale de l'hôpital Sainte-Justine a cependant dénoncé la vaccination massive contre le méningocoque survenue en 1993. Selon le pédiatre, cette vaccination massive était le fait de politiciens non spécialisés dans le domaine de la santé. A cette époque, il n'y a pas eu d'épidémie, bien que plus de cas que d'habitude aient été déclarés. En conséquence, dit-il, la moitié des jeunes ont été vaccinés pour rien.

EN BREF

MIA RIDDEZ-MORISSET N'EST PLUS

(PC) — L'auteur et comédienne Mia Riddez-Morisset est décédée dans la nuit de jeudi à hier, au Centre hospitalier de Lanaudière, à Joliette. Mme Riddez-Morisset était âgée de 81 ans. Elle avait été hospitalisée il y a quelques jours en raison de problèmes pulmonaires. Elle s'est d'abord fait connaître comme comédienne dans les téléromans Les Filles d'Eve et Rue des Pignons, le scénario de ce dernier ayant été écrit par son époux Louis Morisset. Après le décès de son mari, elle a écrit le scénario de Rue des Pignons pendant une dizaine d'années. Au cours des années qui ont suivi, elle a notamment écrit Terre humaine et Le Grand Remous, qui fut son dernier téléroman. Elle a aussi été la première femme à présider l'Union des artistes du Québec. Mme Riddez-Morisset, qui habitait Rawdon, comptait huit frères et sœurs. Les détails de ses funérailles ne seront connus que plus tard en journée.

COLUMBIA: CINQUIÈME REPORT

Cap Canaveral, États-Unis (AFP) — Le lancement de la navette spatiale américaine Columbia, prévu ce matin à Cap Canaveral (Floride), a été reporté hier de 24 heures, a-t-on appris auprès de la NASA. Il s'agit du cinquième report du lancement, initialement prévu le 28 septembre, a précisé un porte-parole du centre spatial Kennedy, Bruce Buckingham. L'agence spatiale américaine

a précisé que ce nouveau report était dû à la découverte cette semaine d'une fissure dans une des conduites d'un moteur analogue à ceux de la navette, actuellement testé au centre spatial Stennis dans le Mississippi. Des vérifications ont été menées pour s'assurer que cela n'était pas dû à une quelconque faiblesse structurelle, qui pourrait affecter un moteur de Columbia.

LE VIOLON D'INGRES RETROUVE SON ÂME

Montauban, France (AFP) — Le violon d'Ingres, exposé au musée du peintre à Montauban (sud), ville natale de l'artiste, a retrouvé son âme, précieuse petite pièce de bois qui permet à l'instrument de vibrer. Christian Urbita, un luthier de la région, a restauré hier le célèbre violon, passé dans les lieux communs de la langue française et qui ne pouvait plus sonner car son âme se promenait, sans attache, dans la caisse de l'instrument. «L'âme est un peu courte, mais elle peut tenir», selon le luthier. Pour lui, le violon est encore en bon état, bien qu'il y ait du «travail à faire sur la table», très fragile, en épicéa. Pourtant, Yehudi Menuhin avait pu, dans les années 80, donner un concert sur ce violon, à la belle sonorité ronde mais peu puissante, dans la salle du musée où il est exposé. L'instrument, un violon français de la fin du XVIII^e siècle, était la passion et le passe-temps favori de Jean Auguste Dominique Ingres (1780-1867) qui jouait pour se délasser de son travail de dessinateur et de peintre.

Job advertisements section containing various listings such as 'RECEPTIONNISTE dynamique', 'FRUITERIE', 'CLOOSER', 'OFFRES D'EMPLOIS', 'HÔTELLERIE RESTAURANTS', 'Aide-Cuisinier(e)', 'Serveur(euse)', 'SERVEUSES SUPER', 'AIDE-Cuisinier(e) demandé, s'adresser temps, Anjou', 'ATTENTION resto bar sexy, est au chef après 14h', 'BARMAN demandé, se présenter déjeuner, diner, gérant', 'BARMAN demandé avec expé. au Restaurant', 'BARMAN demandé avec expé. belle apparence, nouveau piano bar sur la Rive-Sud', 'REPRÉSENTANTS (D)', 'REPRÉSENTANT(E) MOBILIER DE BUREAU', 'CLOOSER', '★DEFI SPORTIF★', '10\$ L'HEURE ET +', 'AGENT demandé (commission justifiée) pour portail Web Design', 'ATTENTION Celluland cherche vendeur. Rémunérés par commission.', 'ATTENTION: we n d e u r d'expérience meubles, 35 000 \$, avantages sociaux, Daniel.', 'CLOOSER', '★DEFI SPORTIF★', '10\$ L'HEURE ET +', 'AGENT demandé (commission justifiée) pour portail Web Design', 'ATTENTION Celluland cherche vendeur. Rémunérés par commission.', 'ATTENTION: we n d e u r d'expérience meubles, 35 000 \$, avantages sociaux, Daniel.', 'OFFRES D'EMPLOIS (Postes ouverts également aux hommes et aux femmes)', 'COMPAGNIE de production d'événements spéciaux d'envergure depuis 15 ans recherche des techniciens bilingues pour promouvoir ses événements. Matilde', 'CONSEILLER en publicité pour nouveau concept, possibilité d'avancement, secteur Vadreuil Soulanges', 'DEVENEZ vendeuse de bas-culotte', 'HE TOI! Tu aimes travailler avec une équipe le fun! Faire du "cash" à tous les jours ou soirs! Cherche pas plus loin! Quoi! C'est pas appelé encore', 'EMBALEUSE départem. viande, 1 an d'expérience, temps plein 35\$heures, demandez Yves.', 'CAISSIERE temps plein demandé, expérience en caisse, pour notre succursale des Halles D'Anjou. Se présenter', 'GERANT de viande demandé avec expérience pour IGA', 'GERANT(e) de boulangerie demandé(e) avec expérience. Se présenter au IGA', 'CLOOSER', 'Demandé pour calligraphie résidentiel, très bonnes conditions.', '★DEFI SPORTIF★', 'Concept exclusif Super ambiance, Revenus 225\$ à 750\$/semaine! Salaire de base assuré.', '10\$ L'HEURE ET +', 'Payons comptant tous les jours, jour ou soir plein ou partiel', 'AGENT demandé (commission justifiée) pour portail Web Design', 'ATTENTION Celluland cherche vendeur. Rémunérés par commission.', 'ATTENTION: we n d e u r d'expérience meubles, 35 000 \$, avantages sociaux, Daniel.', 'CLOOSER', '★DEFI SPORTIF★', '10\$ L'HEURE ET +', 'AGENT demandé (commission justifiée) pour portail Web Design', 'ATTENTION Celluland cherche vendeur. Rémunérés par commission.', 'ATTENTION: we n d e u r d'expérience meubles, 35 000 \$, avantages sociaux, Daniel.', 'OFFRES D'EMPLOIS (Postes ouverts également aux hommes et aux femmes)', 'COMPAGNIE de production d'événements spéciaux d'envergure depuis 15 ans recherche des techniciens bilingues pour promouvoir ses événements. Matilde', 'CONSEILLER en publicité pour nouveau concept, possibilité d'avancement, secteur Vadreuil Soulanges', 'DEVENEZ vendeuse de bas-culotte', 'HE TOI! Tu aimes travailler avec une équipe le fun! Faire du "cash" à tous les jours ou soirs! Cherche pas plus loin! Quoi! C'est pas appelé encore', 'REPRÉSENTANTS (D)', 'Pour prendre commandes alimentaires, avec ou sans expérience, formation et rendez-vous fournis. Expérience, tenue soignée et auto requise. Possibilité entre 500\$ et 700\$/semaine. Int. Denis', 'REPRÉSENTANT(E) MOBILIER DE BUREAU', 'Salaire de base et commission. Expérience en vente. Entraînement offert. Designer recherché(e) pour faire de la vente. Faxer C.V.', 'CLOOSER', 'Demandé pour calligraphie résidentiel, très bonnes conditions.', '★DEFI SPORTIF★', 'Concept exclusif Super ambiance, Revenus 225\$ à 750\$/semaine! Salaire de base assuré.', '10\$ L'HEURE ET +', 'Payons comptant tous les jours, jour ou soir plein ou partiel', 'AGENT demandé (commission justifiée) pour portail Web Design', 'ATTENTION Celluland cherche vendeur. Rémunérés par commission.', 'ATTENTION: we n d e u r d'expérience meubles, 35 000 \$, avantages sociaux, Daniel.', 'CLOOSER', '★DEFI SPORTIF★', '10\$ L'HEURE ET +', 'AGENT demandé (commission justifiée) pour portail Web Design', 'ATTENTION Celluland cherche vendeur. Rémunérés par commission.', 'ATTENTION: we n d e u r d'expérience meubles, 35 000 \$, avantages sociaux, Daniel.', 'OFFRES D'EMPLOIS (Postes ouverts également aux hommes et aux femmes)', 'COMPAGNIE de production d'événements spéciaux d'envergure depuis 15 ans recherche des techniciens bilingues pour promouvoir ses événements. Matilde', 'CONSEILLER en publicité pour nouveau concept, possibilité d'avancement, secteur Vadreuil Soulanges', 'DEVENEZ vendeuse de bas-culotte', 'HE TOI! Tu aimes travailler avec une équipe le fun! Faire du "cash" à tous les jours ou soirs! Cherche pas plus loin! Quoi! C'est pas appelé encore', 'RECEPTIONNISTE dynamique, belle apparence, A 20 800\$ Secrétaire / réceptionniste à l'espagnol et au français, polyvalente, ayant une diction française et anglaise impeccable, plus voix agréable, connaissances Word Perfect, Lotus et D.Base, aimerait travailler de 1h à 20h, minimum 3 ans d'expérience pertinente au téléphone. Envoyez cv.', 'A 24 960\$ Relations publiques et communications, manier la plume avec une extraordinaire aisance, faire des communications efficaces et produire des messages et notes étonnamment efficaces et réussies, connaître notre résidence, en commission d'excellence et de réussite, expérience en rédaction. Envoyez cv.', 'A 27 040\$ Parfaitement bilingue (écrit et parlé) Secrétaire du Président. Word Perfect, écriture rapide ou steno obligatoire, expérience en marketing serait définitivement un atout. Envoyez cv.', 'BESOIN Urgent de personnel, 10 postes à combler, Mme Juras', 'CIE de fabrication à St-Jérôme recherche réceptionniste, 40 hrs semaine, connaissances des logiciels Word et Excel (écrit), belle personnalité, salaire à discuter. Faxer votre C.V. d'ici le 16 octobre', 'Minimum 2 an d'expérience, payé à la commission, travail à temps plein.', 'COMMISS aux recherches pour Cie de transport de V.Sc-Laurent, vous devez être bilingue et avoir de l'initiative. Pour entrevue contactez Thérèse', 'COMMISS de bureau, 20h/j semaine, Connaissance de l'informatique. Appelez Pierre', 'COMPAGNIE établie depuis 50 ans recherche vendeur de produits de prévention incendie, département de contrat, bilingue, département de contrat, renouvellement de contrat, service au téléphone, travail à bureau, salaire selon qualifications. Se présenter entre 9h et 11h, ou entre 13h et 16h.', 'EMPLOI à temps plein à Verdun, connaissance de l'informatique essentielle, français anglais (parlé écrit). Faites parvenir votre C.V.', 'Bilingue avec expérience, temps partiel (3 jours), à C.D.N.', 'SECRETARE JURIDIQUE bilingue, à C.D.N.', 'SECRETARE juridique bilingue, à C.D.N.', 'TEMPS partiel 3 jours semaine, commis bilingue sur word perfect 5.1, lotus, comptabilité, expérience en transport un atout.', 'A 14 960\$ Relations publiques et communications, manier la plume avec une extraordinaire aisance, faire des communications efficaces et produire des messages et notes étonnamment efficaces et réussies, connaître notre résidence, en commission d'excellence et de réussite, expérience en rédaction. Envoyez cv.', 'A 27 040\$ Parfaitement bilingue (écrit et parlé) Secrétaire du Président. Word Perfect, écriture rapide ou steno obligatoire, expérience en marketing serait définitivement un atout. Envoyez cv.', 'BESOIN Urgent de personnel, 10 postes à combler, Mme Juras', 'CIE de fabrication à St-Jérôme recherche réceptionniste, 40 hrs semaine, connaissances des logiciels Word et Excel (écrit), belle personnalité, salaire à discuter. Faxer votre C.V. d'ici le 16 octobre', 'Minimum 2 an d'expérience, payé à la commission, travail à temps plein.', 'COMMISS aux recherches pour Cie de transport de V.Sc-Laurent, vous devez être bilingue et avoir de l'initiative. Pour entrevue contactez Thérèse', 'COMMISS de bureau, 20h/j semaine, Connaissance de l'informatique. Appelez Pierre', 'COMPAGNIE établie depuis 50 ans recherche vendeur de produits de prévention incendie, département de contrat, bilingue, département de contrat, renouvellement de contrat, service au téléphone, travail à bureau, salaire selon qualifications. Se présenter entre 9h et 11h, ou entre 13h et 16h.', 'EMPLOI à temps plein à Verdun, connaissance de l'informatique essentielle, français anglais (parlé écrit). Faites parvenir votre C.V.', 'Bilingue avec expérience, temps partiel (3 jours), à C.D.N.', 'SECRETARE JURIDIQUE bilingue, à C.D.N.', 'SECRETARE juridique bilingue, à C.D.N.', 'TEMPS partiel 3 jours semaine, commis bilingue sur word perfect 5.1, lotus, comptabilité, expérience en transport un atout.', 'A 14 960\$ Relations publiques et communications, manier la plume avec une extraordinaire aisance, faire des communications efficaces et produire des messages et notes étonnamment efficaces et réussies, connaître notre résidence, en commission d'excellence et de réussite, expérience en rédaction. Envoyez cv.', 'A 27 040\$ Parfaitement bilingue (écrit et parlé) Secrétaire du Président. Word Perfect, écriture rapide ou steno obligatoire, expérience en marketing serait définitivement un atout. Envoyez cv.', 'BESOIN Urgent de personnel, 10 postes à combler, Mme Juras', 'CIE de fabrication à St-Jérôme recherche réceptionniste, 40 hrs semaine, connaissances des logiciels Word et Excel (écrit), belle personnalité, salaire à discuter. Faxer votre C.V. d'ici le 16 octobre', 'Minimum 2 an d'expérience, payé à la commission, travail à temps plein.', 'COMMISS aux recherches pour Cie de transport de V.Sc-Laurent, vous devez être bilingue et avoir de l'initiative. Pour entrevue contactez Thérèse', 'COMMISS de bureau, 20h/j semaine, Connaissance de l'informatique. Appelez Pierre', 'COMPAGNIE établie depuis 50 ans recherche vendeur de produits de prévention incendie, département de contrat, bilingue, département de contrat, renouvellement de contrat, service au téléphone, travail à bureau, salaire selon qualifications. Se présenter entre 9h et 11h, ou entre 13h et 16h.', 'EMPLOI à temps plein à Verdun, connaissance de l'informatique essentielle, français anglais (parlé écrit). Faites parvenir votre C.V.', 'Bilingue avec expérience, temps partiel (3 jours), à C.D.N.', 'SECRETARE JURIDIQUE bilingue, à C.D.N.', 'SECRETARE juridique bilingue, à C.D.N.', 'TEMPS partiel 3 jours semaine, commis bilingue sur word perfect 5.1, lotus, comptabilité, expérience en transport un atout.', 'A 14 960\$ Relations publiques et communications, manier la plume avec une extraordinaire aisance, faire des communications efficaces et produire des messages et notes étonnamment efficaces et réussies, connaître notre résidence, en commission d'excellence et de réussite, expérience en rédaction. Envoyez cv.', 'A 27 040\$ Parfaitement bilingue (écrit et parlé) Secrétaire du Président. Word Perfect, écriture rapide ou steno obligatoire, expérience en marketing serait définitivement un atout. Envoyez cv.', 'BESOIN Urgent de personnel, 10 postes à combler, Mme Juras', 'CIE de fabrication à St-Jérôme recherche réceptionniste, 40 hrs semaine, connaissances des logiciels Word et Excel (écrit), belle personnalité, salaire à discuter. Faxer votre C.V. d'ici le 16 octobre', 'Minimum 2 an d'expérience, payé à la commission, travail à temps plein.', 'COMMISS aux recherches pour Cie de transport de V.Sc-Laurent, vous devez être bilingue et avoir de l'initiative. Pour entrevue contactez Thérèse', 'COMMISS de bureau, 20h/j semaine, Connaissance de l'informatique. Appelez Pierre', 'COMPAGNIE établie depuis 50 ans recherche vendeur de produits de prévention incendie, département de contrat, bilingue, département de contrat, renouvellement de contrat, service au téléphone, travail à bureau, salaire selon qualifications. Se présenter entre 9h et 11h, ou entre 13h et 16h.', 'EMPLOI à temps plein à Verdun, connaissance de l'informatique essentielle, français anglais (parlé écrit). Faites parvenir votre C.V.', 'Bilingue avec expérience, temps partiel (3 jours), à C.D.N.', 'SECRETARE JURIDIQUE bilingue, à C.D.N.', 'SECRETARE juridique bilingue, à C.D.N.', 'TEMPS partiel 3 jours semaine, commis bilingue sur word perfect 5.1, lotus, comptabilité, expérience en transport un atout.', 'A 14 960\$ Relations publiques et communications, manier la plume avec une extraordinaire aisance, faire des communications efficaces et produire des messages et notes étonnamment efficaces et réussies, connaître notre résidence, en commission d'excellence et de réussite, expérience en rédaction. Envoyez cv.', 'A 27 040\$ Parfaitement bilingue (écrit et parlé) Secrétaire du Président. Word Perfect, écriture rapide ou steno obligatoire, expérience en marketing serait définitivement un atout. Envoyez cv.', 'BESOIN Urgent de personnel, 10 postes à combler, Mme Juras', 'CIE de fabrication à St-Jérôme recherche réceptionniste, 40 hrs semaine, connaissances des logiciels Word et Excel (écrit), belle personnalité, salaire à discuter. Faxer votre C.V. d'ici le 16 octobre', 'Minimum 2 an d'expérience, payé à la commission, travail à temps plein.', 'COMMISS aux recherches pour Cie de transport de V.Sc-Laurent, vous devez être bilingue et avoir de l'initiative. Pour entrevue contactez Thérèse', 'COMMISS de bureau, 20h/j semaine, Connaissance de l'informatique. Appelez Pierre', 'COMPAGNIE établie depuis 50 ans recherche vendeur de produits de prévention incendie, département de contrat, bilingue, département de contrat, renouvellement de contrat, service au téléphone, travail à bureau, salaire selon qualifications. Se présenter entre 9h et 11h, ou entre 13h et 16h.', 'EMPLOI à temps plein à Verdun, connaissance de l'informatique essentielle, français anglais (parlé écrit). Faites parvenir votre C.V.', 'Bilingue avec expérience, temps partiel (3 jours), à C.D.N.', 'SECRETARE JURIDIQUE bilingue, à C.D.N.', 'SECRETARE juridique bilingue, à C.D.N.', 'TEMPS partiel 3 jours semaine, commis bilingue sur word perfect 5.1, lotus, comptabilité, expérience en transport un atout.', 'A 14 960\$ Relations publiques et communications, manier la plume avec une extraordinaire aisance, faire des communications efficaces et produire des messages et notes étonnamment efficaces et réussies, connaître notre résidence, en commission d'excellence et de réussite, expérience en rédaction. Envoyez cv.', 'A 27 040\$ Parfaitement bilingue (écrit et parlé) Secrétaire du Président. Word Perfect, écriture rapide ou steno obligatoire, expérience en marketing serait définitivement un atout. Envoyez cv.', 'BESOIN Urgent de personnel, 10 postes à combler, Mme Juras', 'CIE de fabrication à St-Jérôme recherche réceptionniste, 40 hrs semaine, connaissances des logiciels Word et Excel (écrit), belle personnalité, salaire à discuter. Faxer votre C.V. d'ici le 16 octobre', 'Minimum 2 an d'expérience, payé à la commission, travail à temps plein.', 'COMMISS aux recherches pour Cie de transport de V.Sc-Laurent, vous devez être bilingue et avoir de l'initiative. Pour entrevue contactez Thérèse', 'COMMISS de bureau, 20h/j semaine, Connaissance de l'informatique. Appelez Pierre', 'COMPAGNIE établie depuis 50 ans recherche vendeur de produits de prévention incendie, département de contrat, bilingue, département de contrat, renouvellement de contrat, service au téléphone, travail à bureau, salaire selon qualifications. Se présenter entre 9h et 11h, ou entre 13h et 16h.', 'EMPLOI à temps plein à Verdun, connaissance de l'informatique essentielle, français anglais (parlé écrit). Faites parvenir votre C.V.', 'Bilingue avec expérience, temps partiel (3 jours), à C.D.N.', 'SECRETARE JURIDIQUE bilingue, à C.D.N.', 'SECRETARE juridique bilingue, à C.D.N.', 'TEMPS partiel 3 jours semaine, commis bilingue sur word perfect 5.1, lotus, comptabilité, expérience en transport un atout.', 'A 14 960\$ Relations publiques et communications, manier la plume avec une extraordinaire aisance, faire des communications efficaces et produire des messages et notes étonnamment efficaces et réussies, connaître notre résidence, en commission d'excellence et de réussite, expérience en rédaction. Envoyez cv.', 'A 27 040\$ Parfaitement bilingue (écrit et parlé) Secrétaire du Président. Word Perfect, écriture rapide ou steno obligatoire, expérience en marketing serait définitivement un atout. Envoyez cv.', 'BESOIN Urgent de personnel, 10 postes à combler, Mme Juras', 'CIE de fabrication à St-Jérôme recherche réceptionniste, 40 hrs semaine, connaissances des logiciels Word et Excel (écrit), belle personnalité, salaire à discuter. Faxer votre C.V. d'ici le 16 octobre', 'Minimum 2 an d'expérience, payé à la commission, travail à temps plein.', 'COMMISS aux recherches pour Cie de transport de V.Sc-Laurent, vous devez être bilingue et avoir de l'initiative. Pour entrevue contactez Thérèse', 'COMMISS de bureau, 20h/j semaine, Connaissance de l'informatique. Appelez Pierre', 'COMPAGNIE établie depuis 50 ans recherche vendeur de produits de prévention incendie, département de contrat, bilingue, département de contrat, renouvellement de contrat, service au téléphone, travail à bureau, salaire selon qualifications. Se présenter entre 9h et 11h, ou entre 13h et 16h.', 'EMPLOI à temps plein à Verdun, connaissance de l'informatique essentielle, français anglais (parlé écrit). Faites parvenir votre C.V.', 'Bilingue avec expérience, temps partiel (3 jours), à C.D.N.', 'SECRETARE JURIDIQUE bilingue, à C.D.N.', 'SECRETARE juridique bilingue, à C.D.N.', 'TEMPS partiel 3 jours semaine, commis bilingue sur word perfect 5.1, lotus, comptabilité, expérience en transport un atout.', 'A 14 960\$ Relations publiques et communications, manier la plume avec une extraordinaire aisance, faire des communications efficaces et produire des messages et notes étonnamment efficaces et réussies, connaître notre résidence, en commission d'excellence et de réussite, expérience en rédaction. Envoyez cv.', 'A 27 040\$ Parfaitement bilingue (écrit et parlé) Secrétaire du Président. Word Perfect, écriture rapide ou steno obligatoire, expérience en marketing serait définitivement un atout. Envoyez cv.', 'BESOIN Urgent de personnel, 10 postes à combler, Mme Juras', 'CIE de fabrication à St-Jérôme recherche réceptionniste, 40 hrs semaine, connaissances des logiciels Word et Excel (écrit), belle personnalité, salaire à discuter. Faxer votre C.V. d'ici le 16 octobre', 'Minimum 2 an d'expérience, payé à la commission, travail à temps plein.', 'COMMISS aux recherches pour Cie de transport de V.Sc-Laurent, vous devez être bilingue et avoir de l'initiative. Pour entrevue contactez Thérèse', 'COMMISS de bureau, 20h/j semaine, Connaissance de l'informatique. Appelez Pierre', 'COMPAGNIE établie depuis 50 ans recherche vendeur de produits de prévention incendie, département de contrat, bilingue, département de contrat, renouvellement de contrat, service au téléphone, travail à bureau, salaire selon qualifications. Se présenter entre 9h et 11h, ou entre 13h et 16h.', 'EMPLOI à temps plein à Verdun, connaissance de l'informatique essentielle, français anglais (parlé écrit). Faites parvenir votre C.V.', 'Bilingue avec expérience, temps partiel (3 jours), à C.D.N.', 'SECRETARE JURIDIQUE bilingue, à C.D.N.', 'SECRETARE juridique bilingue, à C.D.N.', 'TEMPS partiel 3 jours semaine, commis bilingue sur word perfect 5.1, lotus, comptabilité, expérience en transport un atout.', 'A 14 960\$ Relations publiques et communications, manier la plume avec une extraordinaire aisance, faire des communications efficaces et produire des messages et notes étonnamment efficaces et réussies, connaître notre résidence, en commission d'excellence et de réussite, expérience en rédaction. Envoyez cv.', 'A 27 040\$ Parfaitement bilingue (écrit et parlé) Secrétaire du Président. Word Perfect, écriture rapide ou steno obligatoire, expérience en marketing serait définitivement un atout. Envoyez cv.', 'BESOIN Urgent de personnel, 10 postes à combler, Mme Juras', 'CIE de fabrication à St-Jérôme recherche réceptionniste, 40 hrs semaine, connaissances des logiciels Word et Excel (écrit), belle personnalité, salaire à discuter. Faxer votre C.V. d'ici le 16 octobre', 'Minimum 2 an d'expérience, payé à la commission, travail à temps plein.', 'COMMISS aux recherches pour Cie de transport de V.Sc-Laurent, vous devez être bilingue et avoir de l'initiative. Pour entrevue contactez Thérèse', 'COMMISS de bureau, 20h/j semaine, Connaissance de l'informatique. Appelez Pierre', 'COMPAGNIE établie depuis 50 ans recherche vendeur de produits de prévention incendie, département de contrat, bilingue, département de contrat, renouvellement de contrat, service au téléphone, travail à bureau, salaire selon qualifications. Se présenter entre 9h et 11h, ou entre 13h et 16h.', 'EMPLOI à temps plein à Verdun, connaissance de l'informatique essentielle, français anglais (parlé écrit). Faites parvenir votre C.V.', 'Bilingue avec expérience, temps partiel (3 jours), à C.D.N.', 'SECRETARE JURIDIQUE bilingue, à C.D.N.', 'SECRETARE juridique bilingue, à C.D.N.', 'TEMPS partiel 3 jours semaine, commis bilingue sur word perfect 5.1, lotus, comptabilité, expérience en transport un atout.', 'A 14 960\$ Relations publiques et communications, manier la plume avec une extraordinaire aisance, faire des communications efficaces et produire des messages et notes étonnamment efficaces et réussies, connaître notre résidence, en commission d'excellence et de réussite, expérience en rédaction. Envoyez cv.', 'A 27 040\$ Parfaitement bilingue (écrit et parlé) Secrétaire du Président. Word Perfect, écriture rapide ou steno obligatoire, expérience en marketing serait définitivement un atout. Envoyez cv.', 'BESOIN Urgent de personnel, 10 postes à combler, Mme Juras', 'CIE de fabrication à St-Jérôme recherche réceptionniste, 40 hrs semaine, connaissances des logiciels Word et Excel (écrit), belle personnalité, salaire à discuter. Faxer votre C.V. d'ici le 16 octobre', 'Minimum 2 an d'expérience, payé à la commission, travail à temps plein.', 'COMMISS aux recherches pour Cie de transport de V.Sc-Laurent, vous devez être bilingue et avoir de l'initiative. Pour entrevue contactez Thérèse', 'COMMISS de bureau, 20h/j semaine, Connaissance de l'informatique. Appelez Pierre', 'COMPAGNIE établie depuis 50 ans recherche vendeur de produits de prévention incendie, département de contrat, bilingue, département de contrat, renouvellement de contrat, service au téléphone, travail à bureau, salaire selon qualifications. Se présenter entre 9h et 11h, ou entre 13h et 16h.', 'EMPLOI à temps plein à Verdun, connaissance de l'informatique essentielle, français anglais (parlé écrit). Faites parvenir votre C.V.', 'Bilingue avec expérience, temps partiel (3 jours), à C.D.N.', 'SECRETARE JURIDIQUE bilingue, à C.D.N.', 'SECRETARE juridique bilingue, à C.D.N.', 'TEMPS partiel 3 jours semaine, commis bilingue sur word perfect 5.1, lotus, comptabilité, expérience en transport un atout.', 'A 14 960\$ Relations publiques et communications, manier la plume avec une extraordinaire aisance, faire des communications efficaces et produire des messages et notes étonnamment efficaces et réussies, connaître notre résidence, en commission d'excellence et de réussite, expérience en rédaction. Envoyez cv.', 'A 27 040\$ Parfaitement bilingue (écrit et parlé) Secrétaire du Président. Word Perfect, écriture rapide ou steno obligatoire, expérience en marketing serait définitivement un atout. Envoyez cv.', 'BESOIN Urgent de personnel, 10 postes à combler, Mme Juras', 'CIE de fabrication à St-Jérôme recherche réceptionniste, 40 hrs semaine, connaissances des logiciels Word et Excel (écrit), belle personnalité, salaire à discuter. Faxer votre C.V. d'ici le 16 octobre', 'Minimum 2 an d'expérience, payé à la commission, travail à temps plein.', 'COMMISS aux recherches pour Cie de transport de V.Sc-Laurent, vous devez être bilingue et avoir de l'initiative. Pour entrevue contactez Thérèse', 'COMMISS de bureau, 20h/j semaine, Connaissance de l'informatique. Appelez Pierre', 'COMPAGNIE établie depuis 50 ans recherche vendeur de produits de prévention incendie, département de contrat, bilingue, département de contrat, renouvellement de contrat, service au téléphone, travail à bureau, salaire selon qualifications. Se présenter entre 9h et 11h, ou entre 13h et 16h.', 'EMPLOI à temps plein à Verdun, connaissance de l'informatique essentielle, français anglais (parlé écrit). Faites parvenir votre C.V.', 'Bilingue avec expérience, temps partiel (3 jours), à C.D.N.', 'SECRETARE JURIDIQUE bilingue, à C.D.N.', 'SECRETARE juridique bilingue, à C.D.N.', 'TEMPS partiel 3 jours semaine, commis bilingue sur word perfect 5.1, lotus, comptabilité, expérience en transport un atout.', 'A 14 960\$ Relations publiques et communications, manier la plume avec une extraordinaire aisance, faire des communications efficaces et produire des messages et notes étonnamment efficaces et réussies, connaître notre résidence, en commission d'excellence et de réussite, expérience en rédaction. Envoyez cv.', 'A 27 040\$ Parfaitement bilingue (écrit et parlé) Secrétaire du Président. Word Perfect, écriture rapide ou steno obligatoire, expérience en marketing serait définitivement un atout. Envoyez cv.', 'BESOIN Urgent de personnel, 10 postes à combler, Mme Juras', 'CIE de fabrication à St-Jérôme recherche réceptionniste, 40 hrs semaine, connaissances des logiciels Word et Excel (écrit), belle personnalité, salaire à discuter. Faxer votre C.V. d'ici le 16 octobre', 'Minimum 2 an d'expérience, payé à la commission, travail à temps plein.', 'COMMISS aux recherches pour Cie de transport de V.Sc-Laurent, vous devez être bilingue et avoir de l'initiative. Pour entrevue contactez Thérèse', 'COMMISS de bureau, 20h/j semaine, Connaissance de l'informatique. Appelez Pierre', 'COMPAGNIE établie depuis 50 ans recherche vendeur de produits de prévention incendie, département de contrat, bilingue, département de contrat, renouvellement de contrat, service au téléphone, travail à bureau, salaire selon qualifications. Se présenter entre 9h et 11h, ou entre 13h et 16h.', 'EMPLOI à temps plein à Verdun, connaissance de l'informatique essentielle, français anglais (parlé écrit). Faites parvenir votre C.V.', 'Bilingue avec expérience, temps partiel (3 jours), à C.D.N.', 'SECRETARE JURIDIQUE bilingue, à C.D.N.', 'SECRETARE juridique bilingue, à C.D.N.', 'TEMPS partiel 3 jours semaine, commis bilingue sur word perfect 5.1, lotus, comptabilité, expérience en transport un atout.', 'A 14 960\$ Relations publiques et communications, manier la plume avec une extraordinaire aisance, faire des communications efficaces et produire des messages et notes étonnamment efficaces et réussies, connaître notre résidence, en commission d'excellence et de réussite, expérience en rédaction. Envoyez cv.', 'A 27 040\$ Parfaitement bilingue (écrit et parlé) Secrétaire du Président. Word Perfect, écriture rapide ou steno obligatoire, expérience en marketing serait définitivement un atout. Envoyez cv.', 'BESOIN Urgent de personnel, 10 postes à combler, Mme Juras', 'CIE de fabrication à St-Jérôme recherche réceptionniste, 40 hrs semaine, connaissances des logiciels Word et Excel (écrit), belle personnalité, salaire à discuter. Faxer votre C.V. d'ici le 16 octobre', 'Minimum

• LES ACTUALITÉS •

Hydro-Québec lorgne le Yang-Tsé

La Société d'État souhaiterait obtenir des contrats dans le cadre du mégaprojet des Trois-Gorges

LOUIS-GILLES FRANCOEUR
LE DEVOIR

Même si le premier ministre Jacques Parizeau se tient le plus loin possible des sociétés commerciales et des autorités fédérales qui faisaient partie de la mission canadienne en Chine, la première des sociétés d'État québécoise, Hydro-Québec, «est le seul producteur public d'électricité au Canada qui s'apprête à se mettre en lice pour obtenir des contrats» dans le cadre du mégaprojet des Trois-Gorges, sur le fleuve Yang-Tsé.

C'est ce qu'affirme Pollution Probe International (PPI) dans une récente lettre circulaire à ses membres, qu'on retrouve dans plusieurs dizaines de groupes environne-

mentaux du Canada anglais.

Selon le porte-parole de PPI, Patricia Adams, le premier ministre canadien, Jean Chrétien, a invité les sociétés d'État responsables de la production de l'électricité à se mettre en rang pour décrocher des contrats liés à ce mégaprojet. BC Hydro International et Hydro-Ontario ont refusé toute participation mais, selon les informations de PPI, Hydro-Québec serait en lice.

Hydro-Québec International a fait partie du consortium de cinq firmes, avec notamment SNC et Lavalin, qui ont préparé l'étude de faisabilité financée par l'Agence canadienne de développement international (ACDI) en vue d'obtenir le financement de la Banque mondiale.

Il a été impossible hier de faire confirmer ces informa-

tions auprès d'Hydro-Québec hier. Son porte-parole, Jean-Guy Ouimet, expliquait que les membres de la haute direction susceptibles de répondre à cette affirmation, participaient au Japon à une conférence internationale sur l'énergie.

Du côté de Probe International, on accusait par ailleurs les libéraux fédéraux de s'apprêter à financer avec l'argent des contribuables ce projet dont tous les grands acteurs internationaux se désolidarisent en raison de ses impacts environnementaux et sociaux dantesques.

Le harnachement du Yang-Tsé exigera la noyade d'écosystèmes uniques et le déplacement d'environ 1,3 million de Chinois, sans parler des dangers d'effondrement du barrage lui-même. Des députés communistes ont boycotté

les instances de leur parti en signe de protestation et un livre sur ce dossier a été interdit de vente en Chine.

Le président chinois Li Peng est considéré comme un des principaux promoteurs de ce projet, que la Banque mondiale et les États-Unis ne veulent plus financer.

Selon Pat Adams, du Probe International, les Libéraux fédéraux, opposés au projet des Trois Gorges dans l'opposition, s'apprêtent à fournir «de l'argent bon marché» à ce projet controversé par l'intermédiaire de l'Association canadienne de développement international à condition qu'il profite aux sociétés canadiennes, comme Monenco-Agra, qui serait sur le point d'obtenir le contrat d'un super-ordinateur devant régir le projet et le déplacement des populations.

Amendes de 143 000 \$
à une papetière
de Trois-RivièresLOUIS-GILLES
FRANCOEUR
LE DEVOIR

Même si globalement les rejets des papeteries s'améliorent au Québec, certaines d'entre elles affichent encore des comportements hautement répréhensibles.

Ainsi, Emballages Stone Canada inc., de Trois-Rivières, autrefois connue sous le nom de Stone Consolidated, vient de se faire imposer par un tribunal des amendes totalisant 143 000 \$ pour avoir à plusieurs reprises contrevenu à la Loi québécoise de l'environnement, y compris par des rejets illégaux au fleuve.

En avril 1993, la succursale trifluvienne de cette société a illégalement rejeté des matières en suspension au-

delà des normes dans ses effluents.

Le même mois, le ministère de l'Environnement et de la Faune (MEF) découvrait que la même papetière rejetait des eaux contaminées qui opéraient une ponction anormalement élevée sur l'oxygène du cours d'eau, dont les espèces vivantes ont besoin pour survivre.

L'année suivante, soit en mars 1994, le ministère découvrait que cette société n'avait pas installé, comme l'y oblige l'article 109 de la loi, un système de mesure du débit du fleuve en amont du point de rejet final de son effluent.

Finalement, la même compagnie a été convaincue devant le tribunal d'avoir omis de mesurer la demande biologique en oxygène provoquée par ses rejets en janvier 1993.

Propagation du sida

Le fédéral a hésité à
prôner l'usage du condom

PRESSE CANADIENNE

Toronto — Les autorités fédérales ont été empêchées de conseiller aux Canadiens l'usage du préservatif comme moyen de protection contre le sida dans une brochure gouvernementale distribuée peu après que la maladie mortelle eut commencé à se disséminer au Canada, a-t-on appris hier au cours d'une enquête.

«Politiquement, nous avons été avertis qu'il ne fallait pas parler de condoms», a déclaré le docteur Alas-

tair Clayton, ancien directeur-général du Laboratoire de lutte contre la maladie. Le département de protection de la santé d'Ottawa n'a pas informé les Canadiens, dans une brochure distribuée à travers le Canada en 1984, du fait que les préservatifs pouvaient les aider à se prémunir contre le virus du sida.

Entre-temps, des centaines de Canadiens avaient contracté le VIH par l'entremise de relations sexuelles, de seringues souillées ou de produits sanguins contaminés.

TOULCH
OPTOMÉTRISTES4129, rue Saint-Denis
Montréal
849-05594021, Saint-Laurent
Montréal
849-14331327, Greene
Westmount
937-0446Paul Smith
SPECTACLESMARTINE
SITBON

OAKLEY

Photo David Sanders © 1995

OLIVER PEOPLES
COVVE
LOS ANGELES

MATSUDA

Vous feriez tout pour lui.

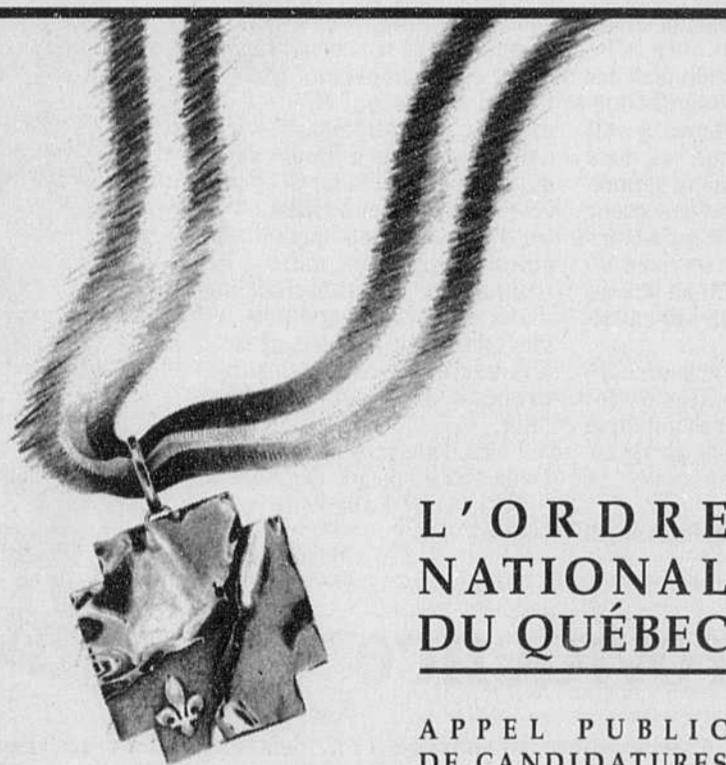


Nous aussi.

Pour qu'il soit heureux. Pour qu'il ait confiance en lui. Pour qu'il trouve sa place dans la société des années 2000. Pour qu'il reçoive une éducation de qualité dans un environnement harmonieux. Pour qu'il comprenne et soit compris.

- À partir de 1996, le Collège sera doté d'un complexe sportif ultra-moderne.
- En 1996, il sera le seul à offrir une formation en français pour garçons seulement.
- Possibilité d'obtenir des bourses d'études.
- Journée portes ouvertes, le 22 octobre 1995 de 13 h 30 à 17 h.

COLLÈGE DE MONTRÉAL
LE PREMIER COLLÈGE DE MONTRÉAL
1931, rue Sherbrooke Ouest, Montréal (Québec) H3H 1E3

L'ORDRE
NATIONAL
DU QUÉBECAPPEL PUBLIC
DE CANDIDATURES

L'ORDRE NATIONAL DU QUÉBEC est la plus haute distinction décernée au Québec. L'ORDRE NATIONAL DU QUÉBEC est composé de personnes à qui le gouvernement a conféré le titre de Grand officier, d'Officier ou de Chevalier de l'Ordre.

Objectifs:

Témoigner de la fierté qu'inspirent au peuple du Québec les actions éminentes accomplies par ces personnes. Rendre hommage à ceux et à celles qui ont marqué l'évolution du Québec ou qui ont permis son rayonnement dans l'un ou l'autre des secteurs de l'activité québécoise.

Critères d'admissibilité:

Toute personne née ou résidant au Québec à l'exception des membres de l'Assemblée nationale. Les candidatures seront soumises au Conseil de l'Ordre chargé de faire ses recommandations au premier ministre.

Mise en candidature:

Désirez-vous soumettre une candidature? Des formulaires d'inscription sont disponibles sur demande. Chaque candidature doit être parrainée par deux personnes ou une association et accompagnée d'un curriculum vitae s'il y a lieu. Postez votre envoi avec la mention «candidature» avant le 6 novembre 1995.

Madame Denise Grenier
Directrice de l'Ordre
SECRETARIAT DE L'ORDRE
NATIONAL DU QUÉBEC
Ministère du Conseil exécutif
885, Grande Allée Est
Bureau RC 25
Québec (Québec) G1A 1A2
Tél.: (418) 643-8895
Fax: (418) 643-8638

Québec

LE DEVOIR



RÉFÉRENDUM



Chacun des deux camps a son «projet de société». ■ Le OUI propose une société de plein emploi qui garantirait à tous un

système de sécurité sociale des plus généreux. Mais il demeure fort avare quant à son financement. Le NON laisse miroiter une

décentralisation sans précédent de la fédération canadienne. Cependant, on appréhende déjà une vague de résistance

dans le reste du Canada. ■ Peu importe le résultat du référendum, l'État-providence québécois sera passé au crible.

Société en projets

Deux avenir sont promis: ■ Un État souverain providentiel ■ Un Canada décentralisé

KONRAD YAKABUSKI
LE DEVOIR

«O ui, et ça devient possible», promet la publicité souverainiste. Pas incontournable. Pas même probable.

«Possible». En somme, la souveraineté ne serait garante de rien, sinon de la possibilité de mettre en œuvre un vaste «projet de société» qui nous ressemblerait. Plus que celui que l'on pourrait se donner dans le cadre fédéral, où «le vent de la droite» souffle avec une force inouïe.

Un Québec souverain serait, pendant quelques années, «un grand chantier», lit-on dans *Le Cœur à l'ouvrage*, le manifeste officieux du camp du OUI. A quoi ressemblerait cette société en devenir? Il s'agirait d'une société dotée d'une «stratégie nationale d'emploi», visant le plein emploi, et d'une politique familiale à l'européenne.

Une société respectueuse de ses travailleurs, qui jouirait de protections plus généreuses que leurs pairs ailleurs en Amérique du Nord. Une société de langue française qui, libérée du carcan de la Constitution canadienne, pourrait enfin poursuivre une politique linguistique qui assurerait l'intégration des immigrants à la majorité francophone. Une société qui redistribuerait les richesses par l'entremise d'une fiscalité plus progressive et d'un filet de sécurité sociale plus généreuse.

Plus que tout autre, c'est ce dernier aspect du «projet de société» qui domine le discours du camp du OUI. Il est le thème privilégié du chef bloquiste, Lucien Bouchard, qui multiplie les mises en garde contre «le vent de la droite» qui balaie le continent jusqu'au territoire ontarien. Choisir la souveraineté, c'est «choisir une réalité sociale plutôt qu'une autre». C'est résister au démantèlement du filet social auquel Mike Harris, Ralph Klein et Paul Martin s'emploient. C'est échapper aux réformes fédérales de l'assurance-chômage et des pensions de vieillesse, qui frapperaient durement les Québécois.

Le projet du NON

Le camp du NON a aussi son «projet de société», même s'il est moins explicite. Il s'agirait d'un Canada plus décentralisé, dit-on, où le Québec rapatrierait les leviers politiques nécessaires pour contrôler son destin grâce à des ententes «administratives» et non pas par voie de réforme constitutionnelle.

Bien que le chef du PLQ, Daniel Johnson, promette de revendiquer la «reconnaissance» du Québec comme société distincte «dans les documents constitutionnels canadiens», le PLQ ne se donne aucun échéancier pour y arriver.

Avec raison, semble-t-il, puisque ce n'est qu'une petite minorité qui croit qu'une telle revendication porterait fruits. Un sondage CROP-*La Presse-Toronto Star* effectué le mois dernier indiquait que seulement 19 % des Canadiens hors Québec croient que des changements constitutionnels «majeurs» seraient possibles advenant un NON.

Le «projet de société» du NON porte ainsi sur la promesse d'un fédéralisme plus flexible où Ottawa, accablé de dettes, se départirait de certains pouvoirs et cesserait d'intervenir dans les domaines de juridiction provinciale. Le fameux «pouvoir fédéral de dépenser» serait dépourvu de son sens, faute de moyens. Le Québec atteindrait donc une autonomie *de facto*.

Si les libéraux fédéraux demeurent laconiques quant à la possibilité que ce scénario se réalise, d'autres intervenants du camp du NON ne lésinent pas en insistant sur la nature inévitable d'une telle décentralisation. Il s'agit d'un thème véhiculé à la fois par l'ex-premier ministre Robert Bourassa, le chef conservateur Jean Charest et le leader réformiste Preston Manning.

Vers une décentralisation

Mais cette idée émane aussi des interlocuteurs non partisans. Dans un essai qui sera lancé lundi, l'économiste Thomas Courchene affirme que deux forces irrésistibles — la mondialisation, qui érode les pouvoirs de l'État-nation, et les dettes et déficits publics — rendent incontournable la plus importante décentralisation de la fédération canadienne depuis 1945. Alors, «si les Québécois

insistent pour enchâsser leur «société distincte» dans la Constitution, il leur faudra sans doute attendre encore un peu. Mais si les Québécois peuvent se contenter d'une «société distincte» de fait — définie comme la capacité d'influencer leur façon de vivre, de travailler et de se divertir —, alors leur heure est arrivée», écrit M. Courchene dans *Célébrer la souplesse*.

Deux projets, même but

Voilà les deux «projets de société» entre lesquels les Québécois sont conviés à choisir. Deux projets de société qui prétendent viser, ironiquement, le même but: un Québec libre de ses choix, pour reprendre l'expression du rapport Allaire. Mais lequel de ces deux projets promet le meilleur avenir? Lequel est le plus réaliste? Ou, autrement dit, seraient-ils tous deux irréalisables?

En ce qui a trait au projet du OUI, la véritable question est de savoir si un Québec souverain serait en mesure de se doter d'un filet de sécurité sociale qui se distinguerait par sa générosité de celui auquel on impose le bistouri ailleurs au Canada.

De prime abord, rien ne l'empêcherait. On pourrait même s'y attendre. Comme le fait remarquer le sociologue britannique Ralf Dahrendorf, «l'État providence prend partout des formes spécifiques. Sa structure présente une spécificité culturelle et il existe presque autant d'États providence qu'il existe d'États-nations».

La forme que prend l'État providence ne relève pas simplement des ressources financières d'une société, affirme *Le Cœur à l'ouvrage*. «On sait tous que les contraintes budgétaires ne cesseront pas d'exister après un OUI et qu'on ne pourra tout faire, tout de suite. Mais c'est une question d'approche et de priorités.»

En fait, le Québec s'est déjà donné des priorités en matière de politique sociale qui le distinguent nettement des autres provinces. C'est notamment le cas de sa politique familiale, la plus généreuse et la plus cohérente au Canada.

A titre d'exemple, une famille avec deux enfants qui gagne 15 000 dollars par année peut toucher un soutien du gouvernement québécois de quelque 5100 \$ par année, essentiellement sous forme d'allocations familiales et de suppléments de revenu par l'entremise du programme APPORT. La même famille a droit à une prestation fédérale pour enfants de 2500 \$ par an.

Et bien que le Québec donne une aide plus importante aux familles à faible revenu, ses programmes demeurent ouverts à tous, indépendamment du revenu. Le gouvernement fédéral a abandonné le principe de l'universalité en 1993 lorsqu'il a remplacé les allocations familiales par une prestation pour enfants octroyée seulement aux familles gagnant moins de 60 000 dollars. Le rapport Axworthy propose d'aller plus loin dans ce sens en accordant une aide seulement aux familles pauvres.

«L'approche canadienne reflète la position suivante: la présence d'enfants n'est pas pertinente pour déterminer la capacité d'une famille à payer des impôts», fait remarquer Pierre Lefebvre, dans un article dans la revue *Interface*, publié au printemps. *Le Cœur à l'ouvrage* soutient qu'un OUI permettrait de mettre en commun les cinq milliards de dollars qu'Ottawa et Québec dépensent par an pour la famille et l'enfance, rendant les programmes d'aide «plus compréhensibles, plus prévisibles, plus... fiables».

Une politique familiale est une chose. Mais est-il possible que les Québécois, en optant pour la souveraineté, échapperont aux réformes de l'assurance-chômage et des pensions de vieillesse qui se profilent à Ottawa? Que le déficit d'un Québec souverain soit de cinq milliards de dollars la première année, comme le prétend le premier ministre Jacques Parizeau, ou de 15,6 milliards, comme l'affirme Daniel Johnson, des compressions s'imposent. Et comme le fait observer France Saint-Hilaire, directrice de recherche à l'Institut de recherche sur les politiques publiques, «les forces de changement» en ce qui a trait à la configuration de l'État providence sont partout «dictées par les contraintes budgétaires» plus que par une idéologie de droite.

Pour sa part, l'économiste Pierre P. Tremblay voit pla-

ner des nuages plutôt menaçants sur l'État providence d'un Québec souverain. Dans un volume qui vient de paraître, *L'Impact référendaire*, M. Tremblay prétend que, devenu pays souverain, le Québec aurait un besoin fiscal de 85 milliards de dollars par année pour maintenir les dépenses actuelles des gouvernements provincial et fédéral sur son territoire. Or, pendant les vingt dernières années, la proportion du revenu personnel des Québécois provenant des transferts des gouvernements n'a cessé d'augmenter, allant de 29,5 % en 1976 à 36 % en 1991. Il s'agit d'une «dynamique dangereuse» qui ne ralentit pas.

En fait, M. Tremblay soutient que le vieillissement de la population, le taux très élevé de décrochage que connaît le Québec et l'augmentation des prestataires de l'aide sociale — dont le nombre a presque doublé à tous les dix ans — créeraient «une situation peu réjouissante pour l'avenir social et économique d'un pays nouvellement souverain». Ces facteurs diminueraient la «capacité contributive» des Québécois, privant «le futur gouvernement des revenus dont il aura besoin pour dispenser les services publics de quantité et de qualité équivalentes à ceux d'aujourd'hui, tels qu'ils sont produits par les deux niveaux de gouvernement».

Mais M. Tremblay reconnaît que la situation ne serait guère plus reluisante si le Québec devait rester dans le cadre fédéral. Les défis sont énormes. La survie de l'État providence québécois passe par «un renouvellement de la société, par l'accès à un niveau supérieur d'éducation et par un accroissement quantitatif et qualitatif du taux d'activité de la population».

Un nouveau partage

À cet égard, *Le Cœur à l'ouvrage* prétend que le fédéralisme entrave la capacité du Québec de relever ces défis. C'est notamment le cas en ce qui a trait à la mise en œuvre d'une stratégie nationale d'emploi. Le tir à la corde Ottawa-Québec autour de la formation de la main-d'œuvre en est un exemple.

Les défenseurs de l'État providence, comme Yves Vaillancourt, mettent de l'avant une autre raison pour s'inquiéter de son sort si le NON devait l'emporter: le nouveau Transfert social canadien (TSC). Invention du ministre fédéral des Finances, Paul Martin, le TSC regroupera dorénavant dans une seule enveloppe réduite les transferts fédéraux aux provinces dans les domaines de l'aide sociale, de l'éducation postsecondaire et de la santé. Le Québec, qui recevait quelque 7,9 milliards de dollars en transferts sociaux, accusera un manque à gagner de 750 millions de dollars l'année prochaine, selon M. Vaillancourt, qui œuvre au département du travail social de l'Université du Québec à Montréal.

Pour 1997-98 et après, Ottawa entend établir une nouvelle formule de partage des transferts entre les provinces. Ces dernières seront consultées, mais la décision relève exclusivement du gouvernement fédéral. «Une formule basée sur le facteur du «par habitant» demeure une forte hypothèse. Si une telle formule est employée, le Québec touchera environ 1,75 milliard de dollar de moins en transferts en 1997-98 qu'en 1995-96», soutient M. Vaillancourt dans un volume à paraître bientôt en anglais, *Remaking Canadian Social Policy*.

Nul ne peut nier que de telles compressions se feraient durement sentir sur le filet de sécurité sociale québécois. Compte tenu des contraintes budgétaires, y a-t-il une autre solution? M. Vaillancourt croit que oui, mais elle passerait par la souveraineté. Cette dernière permettrait un nouveau partenariat entre l'État et le secteur communautaire, plus développé au Québec qu'ailleurs au Canada. Dans plusieurs domaines des services sociaux, l'État jouerait le rôle de «facilitateur» au lieu de fournisseur. Les groupes communautaires se feraient accorder le mandat de fournir ces services.

Au lieu de voir ces groupes comme une source de main-d'œuvre à bon marché, la proposition de M. Vaillancourt passe par «un appui financier et politique plus fiable» au secteur communautaire et «une plus grande légitimité pour ce secteur dans la société civile». *Le Cœur à l'ouvrage* reprend ce thème.

Là où M. Vaillancourt voit dans le TSC un instrument

qui nuit au maintien du filet social au Québec, l'économiste Thomas Courchene voit un instrument qui déclenche une nouvelle ère de décentralisation. Puisque le gouvernement abandonne les conditions liées auparavant aux transferts, à l'exception de celles inscrites dans la Loi canadienne de la santé, les provinces jouiront d'une flexibilité sans précédent dans le domaine social.

Une vaste décentralisation

M. Courchene souligne l'exemple de la Saskatchewan qui a fermé des hôpitaux et privilégié plutôt des soins à domicile pour les personnes âgées. La province utilise les transferts fédéraux pour fournir 1000 \$ par mois aux familles qui prennent en charge des personnes âgées. Or, «cette initiative n'aurait pas été possible avant [TSC] puisque, auparavant, seules les institutions «accréditées» étaient admissibles aux subventions fédérales», affirme l'auteur de *Célébrer la souplesse*.

Selon ce dernier, le TSC «a déclenché une dynamique puissante qui se propagera aux autres secteurs [...] Ainsi, il nous semble inévitable que la formation soit placée sous le contrôle provincial».

Mais la décentralisation ne fait pas consensus dans le reste du Canada. Ses critiques prétendent que les plus fervents avocats d'une décentralisation des pouvoirs de l'État fédéral vers les provinces — les premiers ministres conservateurs de l'Alberta et de l'Ontario — visent également à les démanteler. Un «débat de société» se profile, donc, au Canada anglais. La promesse des forces du NON d'une décentralisation de la fédération semble loin d'être acquise.

En fait, l'éditorialiste du *Globe and Mail* de Toronto, Andrew Coyne, dénonce cette tactique du NON, qui créerait des attentes nuisibles à l'intérêt national. «N'oubliez pas que le référendum porte sur une chose: si la loi et le pouvoir fédéraux doivent s'appliquer au Québec. Si on cherche à persuader les Québécois des vertus du fédéralisme, ce ne serait pas en pri-

vant ce dernier de sa raison d'être: un gouvernement fédéral, doté des pouvoirs qui sont proprement fédéraux, même s'ils limitent le prétendu droit des provinces de faire comme bon leur semble.» Ajoutez à ces réserves les initiatives fédérales comme le nouveau Fonds d'investissement en ressources humaines — qui financera «une stratégie nationale sur le milieu du travail» — et la loi C-76 — qui permet à Ottawa d'imposer des «principes et objectifs» nationaux aux programmes sociaux de compétence provinciale —, et les obstacles à la vaste décentralisation promise semblent se multiplier.

Voilà: deux projets de société. Deux avenir pour le Québec. Ni l'un ni l'autre ne sont acquis.

Un Québec
souverain
serait
«un grand
chantier»



Tous les peuples tiennent à leur État-providence

KONRAD YAKABUSKI
LE DEVOIR

De la Suède à la France, l'État-providence est partout devenu la cible d'attaques pour la seule et simple raison qu'il coûte trop cher. Des programmes conçus dans le contexte de prospérité de l'après-guerre croulent sous le poids d'un taux de dépendance sans cesse

croissant en raison du vieillissement de la population et des bouleversements sur le marché du travail.

Mais comme le fait remarquer le sociologue britannique Ralf Dahrendorf, la réforme de l'État providence se heurte dans chaque pays à un «tabou» qui lui est propre. Il s'agit d'un programme ou principe auquel la population tient mordicus. Les gouvernements y touchent à leurs risques et périls.

En Allemagne, c'est le régime des retraites. En France, c'est l'éco- public. Le gouvernement britannique a fait fi de cette règle en introduisant des critères de marché dans son système de santé. Il risque d'en subir les conséquences aux prochaines élections, soutient M. Dahrendorf. Au Canada, c'est le régime de l'assurance-maladie qui est devenu la vache sacrée de l'État providence. Ce qui explique pourquoi

Ottawa, tout en réduisant les transferts sociaux aux provinces, ne les a pas exemptées des conditions de la Loi canadienne sur la santé. Le fédéral préférerait que les provinces mettent la hache dans l'aide sociale ou dans l'éducation plutôt que d'expérimenter avec le système de santé. Le Québec s'est buté à cette réalité lorsqu'il a proposé d'imposer un «ticket orienteur» de 5 \$ à certains clients des soins d'urgence.

Un Québec souverain aurait également son programme tabou, ce qui laisse entendre que la réforme de l'État providence y prendra une forme différente de celle qui s'amorce ailleurs au Canada. Sans nul doute, le nouveau pays privilégierait des programmes favorisant l'intégration à l'emploi et la famille. Le camp du OUI dévoilera mardi une ébauche du régime d'assurance-chômage que se donnerait un Québec souverain.

Mais l'expérience des autres pays, même ceux considérés comme étant les plus généreux dans le domaine social, laisse croire qu'une réforme en profondeur de l'État providence nous attend, quel que soit le résultat du scrutin du 30 octobre. Partout, les critères d'admissibilité aux programmes sociaux ont été resserrés et les prestations réduites. Seule l'Allemagne semble avoir jusqu'ici résisté à cette tendance.



1832, Sherbrooke Ouest
Montréal (Québec)
H3H 1E4 (Métro Guy)
Tél.: (514) 935-6616

Dr. Robert Prescott
& Associés (Omnipraticiens)

LIPOSUCCION
(Anesthésie locale)

- GREFFES DE CHEVEUX
- COLLAGÈNE
- INJECTIONS DE GRAS
- VARICES-OBÉSITÉ



CLINIQUE CAPILLAIRE
INTERNATIONALE INC.
& membre associé Hairfax

INTÉGRATEUR-
VOLUMATEUR

LA MICRO-GREFFE

- UNE TECHNIQUE SÛRE ET EFFICACE
- UNE INTERVENTION CHIRURGICALE MINEURE
- UN RÉSULTAT PERMANENT



Céline Simard, dir.
consultante

1832, Sherbrooke Ouest, Montréal (Québec) H3H 1E4
(Métro Guy) Tél.: (514) 935-6616

DENTISTE

DENTUROLOGISTE

- SERVICE DE DENTISTERIE ESTHÉTIQUE
- SERVICE DE CHIRURGIE BUCCALE ET IMPLANTS DENTAIRE (PAR SPÉCIALISTE)
- SERVICE DE PROTHÈSE SUR IMPLANT

Dr Michel Lefort, D.M.D.
Guylaine Brouillette, D.D.



1832 Sherbrooke ouest, Montréal, Qc H3H 1E4
tél.: 939-2600
Métro Guy, sortie St-Mathieu

LE DEVOIR POLITIQUE

L'insulte du sénateur Jacques Hébert à l'endroit de la politologue Josée Legault

La chroniqueuse du Devoir reçoit des appuis

LE DEVOIR

Au Québec, peu de termes sauraient être plus pires que «vache» lorsqu'il est attribué à une femme. «C'est dégueulasse; c'est de la hargne», commentait hier la politologue Josée Legault, que le sénateur Jacques Hébert traitait, la veille, de «vache séparatiste».

Mme Legault, qui est l'auteure d'une chronique hebdomadaire dans *Le Devoir*, participait jeudi soir à la réunion d'un groupe de fédéralistes amis de la revue *Cité libre*. Quelques minutes avant le début du discours du conférencier Claude Ryan, le sénateur a dit à un jeune homme qui se trouvait aux côtés de Mme Legault: «C'est ça, la vache séparatiste dont je te parlais tout à l'heure.»

Mme Legault venait de remettre son billet de 20 \$ au sénateur, qui tenait la caisse. M. Hébert lui avait dit, quelques instants auparavant: «Vous avez le courage de vous présenter

chez des gens que vous dénigrez dans *Le Devoir*», M. Hébert faisait référence à une chronique de Mme Legault, publiée en août dernier, portant sur le groupe de *Cité libre*.

Le sénateur Hébert n'a pas retourné nos appels hier. En revanche, Mme Legault a parlé sur les ondes de plusieurs radios de l'incident de la veille dans lequel elle voit «un problème de dignité». Des politologues de Vancouver et de Calgary ont communiqué avec elle pour lui exprimer leur appui après avoir entendu parler de l'affaire sur les ondes de *Morning Side*, à la radio de CBC.

«Et ça sort de la bouche d'un sénateur! Dans une lutte politique, quand on refuse d'argumenter, ça tombe dans l'insulte politique», déplore Mme Legault, qui est par ailleurs convaincue que les réactions auraient été encore plus rapides si un souverainiste avait traité une femme fédéraliste de vache fédéraliste.

Couverture de la campagne référendaire

Le Conseil de presse est saisi d'une plainte contre Radio-Canada

PIERRE O'NEILL
LE DEVOIR

La couverture de la campagne référendaire par Radio-Canada fait l'objet d'une plainte au Conseil de presse du Québec.

Ancien président de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, Gilles Rhéaume, a formellement déposé auprès du CPQ une plainte tendant à démontrer que la Société Radio-Canada «privilegie constamment le clan du NON».

Le Conseil de presse a accueilli la plainte, faisant savoir hier que les éléments de preuve soumis par M. Rhéaume seront évalués par le moyen d'une procédure accélérée, c'est-à-dire par un sous-comité que le CPQ a mis sur pied pour statuer à bref délai sur les plaintes touchant l'actualité référendaire.

La direction de la SRC a été informée de la plainte dont elle fait l'objet et elle a jusqu'au 18 octobre pour présenter sa défense. Le CPQ publiera son jugement avant la tenue du référendum.

Fondateur du défunt Parti indépendantiste, aujourd'hui professeur de philosophie au cégep de Drummondville, Gilles Rhéaume s'est fait connaître dans le passé pour ses coups d'éclat et ses interventions tonitruantes pour la survie du français. Plus récemment, devant la Commission sur l'avenir du français, il avait recommandé que la liberté de presse soit définie et consacrée dans les dispositions constitutionnelles d'un Québec souverain.

À l'appui de la plainte qu'il a achevée au Conseil de presse, M. Rhéaume a fourni une série d'exemples commentés, mettant en cause notamment les émissions d'affaires publiques de la télévision. En voici quelques extraits, ramenés à l'essentiel:

■ le choix de l'émission *Le Point* de diffuser, le 29 septembre, et de rediffuser, le 9 octobre, un reportage sur

les conséquences de la partition de la Tchécoslovaquie. Il est rare, pour ne pas dire unique, en si peu de temps, de rediffuser un reportage. La teneur du reportage, notamment sa conclusion, m'apparaît plutôt du type éditorial et l'esprit qui s'en dégage est pour le moins douteux;

■ l'émission *Capital-actions* du RDI, animée par Claude Beauchamp, le 6 octobre, mérite que vous vous y penchiez sérieusement. L'animateur a dit: «Notre émission sera interrompue, mais ce sera pour une bonne cause.» Cette bonne cause n'était rien de moins que le discours de Jean Chrétien et des ténors du NON à Shawinigan;

■ toujours sur RDI, à l'émission *L'Ontario en direct* du 11 octobre, fut diffusée une entrevue avec un certain M. Pominville, préfet ontarien, qui prédisait un exode de plus d'un million de Québécois vers l'Ontario, advenant une victoire du OUI le 30 octobre. Aucune étude n'est venue appuyer une thèse aussi hystérique;

■ tant à la SRC qu'au RDI, d'innombrables images des événements d'octobre 1970 ont été diffusées, presque sans arrêt, depuis le début d'octobre;

■ le 11 octobre à 23h au RDI, à l'émission quotidienne faisant la revue des événements référendaires, le NON a été prédominant. Les francophones hors Québec sont présentés comme un bloc monolithique en faveur du NON, alors que tel n'est pas le cas. La majorité des francophones du Québec sont pour le OUI. Radio-Canada fait mine de l'ignorer en privilégiant constamment le clan du NON.

En conclusion de sa requête, Gilles Rhéaume soutient que Radio-Canada viole sa mission d'informer et qu'elle est devenue un instrument de propagande au service du NON. Il suggère au CPQ d'établir un bilan hebdomadaire de la couverture médiatique et de mettre sur pied des techniques assurant l'équité, comme cela se fait en France.

Le fédéral modifie son message aux nouveaux citoyens

MICHEL LALIBERTÉ
LE DEVOIR

Le gouvernement fédéral incite les immigrants qui viennent d'obtenir leur citoyenneté canadienne à voter contre le projet souverainiste, a lancé d'un ton accusateur hier le vice-premier ministre du Québec, Bernard Landry.

Dans une lettre adressée à chacun des nouveaux citoyens, le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, Sergio Marchi, les invite en effet à «assumer la responsabilité de défendre les principes de la démocratie et de la liberté, tout en contribuant à l'édification d'un Canada fort et uni». Il s'agit là, s'indigne M. Landry, d'une manœuvre «antidémocratique».

Avant l'arrivée des libéraux au pouvoir, cette même lettre, signée cette

fois par le prédécesseur conservateur de M. Marchi, Gerry Weiner, était plus nuancée. La missive encourageait plutôt les nouveaux citoyens à «assumer [...] la responsabilité de défendre les principes de la démocratie et de la liberté humaine qui constituent les fondements de notre société». On n'y trouvait aucune mention d'un «Canada fort et uni». Outre cette modification, les deux lettres sont quasi identiques.

Au ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, on insiste sur le fait que le référendum n'est pas à la base de la modification de la lettre de félicitations du gouvernement fédéral. «Le ministre Marchi utilise cette lettre depuis le début de son mandat [en novembre 1993]», a indiqué Carole Soucis, porte-parole du ministère.

Johnson prédit le pire aux PME en cas de OUI

Une firme de Boston contredit un fabricant beauceron

KATHLEEN LÉVESQUE
LE DEVOIR

Québec — Après avoir prédit un déficit d'au moins 15,6 milliards de dollars et des pertes de plus de 90 000 emplois, voilà que Daniel Johnson annonce aux PME québécoises qu'elles risquent de souffrir de la séparation du Québec. Tout ça avec une attaque en toile de fond contre la nouvelle tête dirigeante du camp du OUI, Lucien Bouchard.

«Ils ont décidé de changer de porte-parole principal. Mais ça ne répond pas aux questions. Combien de jobs ça crée, la séparation? Y a-t-il quelqu'un qui va nous le dire? Jacques Parizeau ne le dit pas, Lucien Bouchard s'en fiche et Mario Dumont n'en parle pas. Qui est en autorité morale dans le camp du OUI?», a lancé en conférence de presse Daniel Johnson, qui était flanqué de trois dirigeants de PME. S'appuyant entre autres sur des études commandées par le ministre Richard Le Hir, le camp du NON soutient que la souveraineté du Québec aurait un impact négatif sur la viabilité des petites et moyennes entreprises. «Les études d'experts reconnus démontrent de façon très claire qu'advenant la séparation du Québec, les taux d'intérêt vont augmenter d'un minimum de 1%», a expliqué le député libéral Gérald Tremblay.

Ce dernier soulève trois facteurs qui pourraient nuire aux PME: l'accès réduit au crédit (la Banque fédérale de développement a prêté l'an dernier 310 millions à des PME québécoises), la chute de la demande et des primes de risque supplémentaires.

Chose certaine, affirme Daniel Johnson, les PME devront faire face à une situation houleuse (plan A comme dans «affaiblissement») au lendemain d'un OUI. Il a d'ailleurs exhorté Lucien Bouchard à sortir son plan B

qu'il destine aux entrepreneurs fédéralistes dans l'éventualité d'un OUI. «Le plan B, B pour Bouchard, B pour bouleversements, B pour baisse de l'emploi, baisse des exportations, baisse du marché et baisse d'accès au crédit, on l'attend encore», a clamé le chef du camp du NON.

Puis, avec virulence, il a ajouté que «la première chose que M. Bouchard a faite sur les finances publiques, c'est de gifler Jacques Parizeau. M. Bouchard se dissocie de M. Parizeau sur le déficit d'un Québec séparé (cinq milliards de dollars). Mais il épouse la thèse la plus rose bonbon de Richard Le Hir, [celle] de 7,9 milliards».

Le propriétaire du Groupe RGR, fabricant beauceron de jeans, Rolland Veilleux, a témoigné des conséquences immédiates sur son entreprise de «l'incertitude politique» créée par le référendum. Depuis le 15 août, le commerce étant en chute, M. Veilleux a dû mettre à pied d'abord 400 travailleurs, puis 100 autres hier soir. «Dès qu'il y a une incertitude politique, les acheteurs potentiels américains ont ordre, dans le secteur du vêtement, de ne pas acheter parce qu'ils veulent être sûrs d'avoir leur livraison à temps et d'avoir leurs produits au complet», affirme M. Veilleux.

Mais voilà, bien que ce dernier soutienne que plusieurs de ses contrats avec des entreprises américaines soient «suspendus temporairement», les acheteurs américains ont une autre interprétation. Ainsi, chez Mast Industries, de Boston, on nie qu'il y ait eu annulation de contrats. «On ne prévoit annuler aucun contrat», a affirmé le vice-président exécutif de l'entreprise, Lon Bonczak. M. Veilleux maintient toutefois sa position. «Vous ne trouverez aucun de mes clients qui va vous confirmer ça. Ils ne veulent pas s'ingérer dans le débat politique au Canada. En attendant, le résultat est le même», a-t-il dit.

Partenariat

Charest ironise sur le dos du OUI

PRESSE CANADIENNE

Le chef du Parti conservateur, Jean Charest, se dit inquiet de voir le camp du OUI démontrer autant d'attachement au fédéralisme.

«Depuis les derniers jours, je vous avoue que je commence à m'inquiéter parce que là, du côté du OUI, on fait des excès d'enthousiasme pour le fédéralisme et pour le Canada.»

Devant une cinquantaine d'invités de l'Association du Jeune Barreau de Montréal, Jean Charest a ainsi dénoncé hier la campagne menée par le camp du OUI, qui affirme qu'un Québec souverain pourrait établir un nouveau partenariat avec le reste du Canada.

«Si j'étais du côté du camp du OUI, ça commencerait à être embarrassant. Les affections qu'ils ont pour le reste du Canada, on ne se doutait pas que c'était aussi profond. Dans le fond, M. Bouchard est un fédéraliste qui s'ignore», a ironisé le chef conservateur.

Jean Charest a aussi dénoncé la décision de Lucien Bouchard de tirer un trait sur les études commandées par le gouvernement Parizeau sur les conséquences de la souveraineté.



YEN
« MATRIMONIAL »

BONALDO
LA MAISON DES IDÉES NOUVELLES

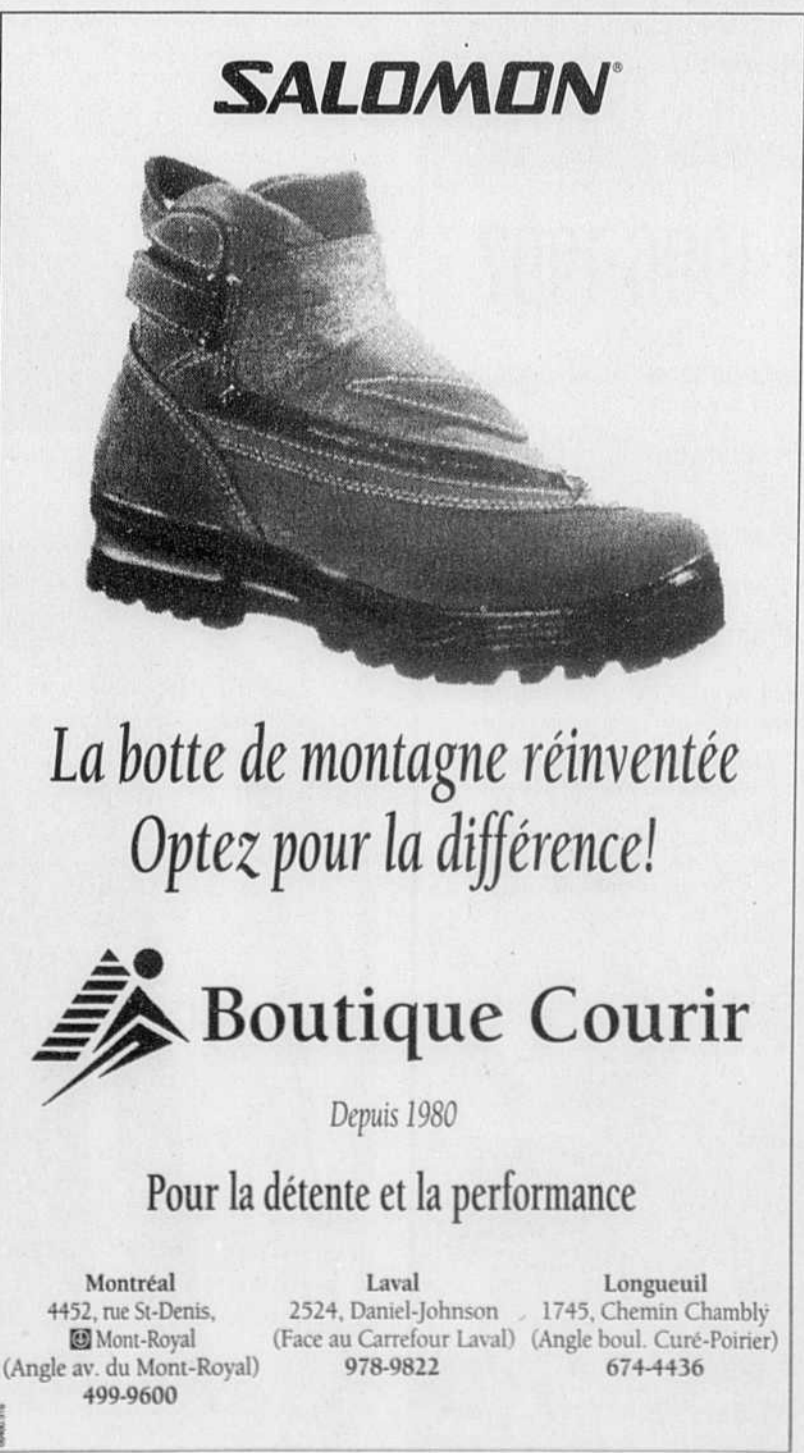
105 St-Paul ouest, 3^{ème} étage, Montréal, Qc. H2Y 1Z5
Tél.: (514) 287-9222



FRED & GINGER
1 400 \$ ET 1 000 \$

BONALDO
LA MAISON DES IDÉES NOUVELLES

105 St-Paul ouest, 4^{ème} étage, Montréal, Qc. H2Y 1Z5
Tél.: (514) 899-0597



SALOMON

La botte de montagne réinventée
Optez pour la différence!

Boutique Courir
Depuis 1980

Pour la détente et la performance

Montréal 4452, rue St-Denis, Mont-Royal (Angle av. du Mont-Royal) 499-9600	Laval 2524, Daniel-Johnson (Face au Carrefour Laval) 978-9822	Longueuil 1745, Chemin Chambly (Angle boul. Curé-Poirier) 674-4436
--	--	---



**LE SPORTING CLUB
DU SANCTUAIRE**

À vous de
CHOISIR...

**Le stationnement intérieur gratuit!
OU...
la navette du centre-ville!***

* Les heures de la navette sont de 11h15 à 15h15 du lundi au vendredi

- Le racquetball et squash
- 100 cours d'aérobic
- 250 mètres de piste intérieure
- Piscine intérieure et extérieure
- Tennis intérieur et extérieur
- Spa complet et Centre de bien-être

6105, avenue du Boisé,
Tél.: 737-0000

Heures d'ouverture:
Lundi au jeudi de 6h15 à 23h00
Vendredi de 6h15 à 21h00
Samedi et dimanche de 8h00 à 20h00

CELLULAR ONE
Abonnez-vous et obtenez un CELLULAIRE GRATUIT

Bell Mobilité
CENTRE DE COMMUNICATION PERSONNELLE

LE DEVOIR

LE MONDE

EN BREF

SKINHEADS RACISTES: LOURDES
CONDAMNATIONS EN ALLEMAGNE

Düsseldorf (Reuter) — Quatre jeunes skinheads allemands ont été condamnés hier à de lourdes peines de prison pour avoir provoqué la mort de cinq jeunes Turques en mettant le feu à leur foyer en 1993 à Solingen. Le tribunal de Düsseldorf a condamné à 15 ans de réclusion criminelle Markus Gartmann, 25 ans, et à dix ans trois de ses complices, mineurs à l'époque des faits: Felix Kühnen, 18 ans, Christian Reher, 19 ans, et Christian Buchholz, 22 ans. La sentence, annoncée par le juge Wolfgang Steffen, président du tribunal, a été accueillie avec rage par la salle d'audience et les accusés eux-mêmes, dont l'un, Kühnen, a affirmé qu'il mettrait fin à ses jours plutôt que de faire appel. Christian Reher a fait le salut nazi devant les caméras à sa sortie du prétoire.

SMARCK MICHEL DÉMISSIONNE

Port-au-Prince (Reuter) — Le premier ministre haïtien, Smarck Michel, a remis sa lettre de démission au président Jean-Bertrand Aristide, démission qui sera annoncée officiellement lundi, a-t-on appris hier de sources politiques. Une mini-crise avait éclaté lundi dernier entre le chef du gouvernement et ses ministres qui désapprouvaient les conditions dans lesquelles Smarck Michel avait obtenu un prêt de plus de 100 millions de dollars US auprès du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale. Le chef de l'Etat avait refusé de soutenir le premier ministre. Smarck Michel a accepté de quitter son poste après la visite du vice-président américain Al Gore demain, à l'occasion de l'anniversaire du retour au pouvoir de Jean-Bertrand Aristide, il y a un an.

L'ABBÉ PIERRE AUX PALESTINIENS:
«PAR NOTRE TRÈS GRANDE FAUTE»

Gaza (AFP) — La plus célèbre personnalité chrétienne française, l'abbé Pierre, a demandé «pardon» aux Palestiniens, sur qui les Européens se sont, selon lui, déchargés des conséquences du génocide des juifs par les nazis. «C'est un Européen, baptisé et renégat, Adolf Hitler, qui a provoqué l'épouvantable horreur que l'on appelle la Shoah», a souligné l'abbé Pierre dans un discours prononcé à Gaza, en présence du chef de l'OLP Yasser Arafat. Selon l'abbé Pierre, les Européens ont «pratiquement fait reposer (le poids de l'holocauste) sur le monde arabe, qui quasiment n'avait, au long des siècles, jamais été persécuteur du monde juif». «Nous avons, nous Européens, voulu nous laver les mains, et en faisant payer le prix du pardon à ceux qui n'étaient pas les coupables», a-t-il affirmé.

MANI PULITE, CE N'EST PAS FINI

Turin (AFP) — L'enquête anti corruption *Mani pulite* («Mains propres») durera encore au moins trois ans, a prédit hier l'un des magistrats qui la mène à Milan, le procureur adjoint Gherardo Colombo. Parlant à Turin devant des étudiants, M. Colombo, qui est devenu une des cibles du magnat des ondes Silvio Berlusconi et du ministre de la Justice, Filippo Mancuso, pour sa prétendue partialité aux côtés de la gauche, a déclaré: «Nous ne réussissons pas encore à entrevoir la fin de *Tangentopoli* (littéralement: la «cité des pots-de-vin»), et peut-être sera-t-il nécessaire de travailler encore pendant au moins trois ans, peut-être plus». Le procureur Colombo est l'un des membres fondateurs du célèbre pool d'enquête milanais.

En attribuant le prix Nobel de la paix à un vieux militant antinucléaire

Le Comité Nobel fait pression sur la France

Le Comité Nobel norvégien a voulu accroître la pression internationale sur la France et la Chine pour qu'elles cessent leurs essais nucléaires, en décernant hier le prix Nobel de la paix au Britannique Joseph Rotblat et à son mouvement anti-nucléaire Pugwash. Dans ses attendus, le Comité Nobel a «espéré» que l'attribution du prix «encouragera les dirigeants du monde entier à intensifier leurs efforts pour se débarrasser des armes nucléaires». Dans une première réaction à Londres, M. Rotblat a estimé que cette récompense représentait «un message à la France et à la Chine».

Londres (AFP) — Le physicien britannique Joseph Rotblat, prix Nobel de la Paix 1995, fut l'un des tout premiers scientifiques à prendre conscience du péril nucléaire, entamant avant même l'explosion d'Hiroshima une croisade contre les armes atomiques, qu'il continue de mener malgré ses 86 ans.

En 1944, il travaille sur le projet américain Manhattan, qui cherche à mettre au point la bombe atomique. «Ma véritable intention était d'empêcher que la bombe atomique soit utilisée. J'avais peur que l'Allemagne s'en serve et gagne la guerre», se rappelle-t-il récemment de sa voix douce, teintée d'un accent trahissant ses origines polonaises.

«Quand j'ai découvert, fin 1944, que l'Allemagne avait abandonné ses essais souterrains, je n'avais plus de raison de continuer à travailler et j'ai décidé de démissionner», explique-t-il, le sourire facile éclairant un visage à la peau lisse, les yeux enfoncés sous des sourcils broussailleux blancs.

En 1945, quand la première bombe détruit Hiroshima, Joseph Rotblat est «effondré» et veut donner une nouvelle direction à sa vie en appliquant ses connaissances à la médecine.

Il avait décroché son doctorat en phy-

sique pour ses recherches sur les neutrons à l'Université de Varsovie, en 1938, la ville où il était né 30 ans plus tôt, un 4 novembre.

L'éclatement de la Seconde Guerre mondiale l'avait surpris à l'université anglaise de Liverpool, où, boursier, il était vite devenu maître de conférences. Avec un groupe de physiciens britanniques, il avait rejoint dès 1943 le centre nucléaire américain de Los Alamos, dans le Nouveau Mexique.

A son retour des États-Unis, il tient ses promesses et prend la direction du George Holt Physics Laboratory de l'université de Liverpool, devenant l'un des pionniers de l'application pacifique de l'énergie nucléaire, ce qui lui permet d'obtenir en 1952 le doctorat de l'Université de Londres, où il poursuit ses recherches, notamment sur l'influence des radiations sur les êtres vivants.

De 1950 à sa retraite en 1976, il enseignera la physique à l'hôpital londonien de Saint-Bartholomew, multipliant pendant 40 ans les publications et collectionnant les honneurs dont le prix Albert Einstein de la paix en 1992 ou l'Ordre du Mérite polonais en 1987.

Mais sa vie est centrée sur la lutte



Joseph Rotblat, prix Nobel de la paix 1995.

contre le danger nucléaire. En 1955, il est l'un des onze savants — et le seul encore vivant — à signer le manifeste du philosophe britannique Bertrand Russell et du physicien américain Albert Einstein, qui allait aboutir deux ans plus tard à la création du mouvement antinucléaire Pugwash, du nom du village du Nouveau-Brunswick où s'est tenue sa première réunion.

Enfin sorti de l'ombre à 86 ans, le physicien profite des projecteurs pour lancer encore une fois un appel: «Toutes les armes nucléaires doivent être éliminées», martèle-t-il les yeux rougis par l'émotion, avant de s'en prendre aux essais nucléaires «scandaleux» de la France et de la Chine.

Paris reste
imperturbable

Paris (AFP) — Le premier ministre français Alain Juppé a affirmé que l'attribution du prix Nobel de la paix 1995 au physicien britannique Joseph Rotblat et à son mouvement Pugwash ne provoquera «pas de révision» de la politique nucléaire française.

M. Juppé était interrogé à la suite de la demande, faite au président Jacques Chirac par le nouveau prix Nobel de la paix, de «reconsidérer» les essais nucléaires français actuellement en cours.

Au sujet de la déclaration de M. Rotblat, M. Juppé a indiqué qu'il n'avait pas à «prendre note ou faire de commentaire là-dessus. Ce n'est pas cela qui sera de nature, de quelque manière que ce soit, à faire réviser la politique que nous avons engagée», a-t-il ajouté.

Le physicien britannique avait par ailleurs récemment cosigné une lettre au président Chirac lui demandant de ne pas procéder aux essais nucléaires.

Par l'intermédiaire du ministère des Affaires étrangères, le gouvernement français s'est borné à «féliciter les lauréats». «La France souhaite le désarmement, y compris le désarmement nucléaire dans la sécurité, car c'est la sécurité qui permettra le désarmement», a indiqué le porte-parole du ministère des Affaires étrangères.

La présidence française n'avait fait en soirée aucun commentaire. Mais un proche du président Jacques Chirac, le député néogaulliste Pierre Lellouche, a réagi de manière beaucoup plus polémique. «Je suis parfaitement scandalisé qu'une organisation dont on sait qu'elle a été manipulée par les Soviétiques ouvertement soit ainsi récompensée aujourd'hui», a-t-il dit.

Vendredi 13 à Prijedor: des bombes, des bombes, des bombes

Le cessez-le-feu en Bosnie de plus en plus menacé, selon les Nations unies

D'APRÈS REUTERS ET AFP

Sarajevo — La trêve en Bosnie, entrée en vigueur jeudi matin, semblait de plus en plus menacée, hier, par les violents combats qui se déroulent dans le nord-ouest du pays.

«La situation dans la région autour de Sanski Most est très inquiétante. Des combats semblent s'y poursuivre de façon délibérée et, selon nos estimations, il n'y a pas eu de cessez-le-feu dans la région, mais tout simplement une poursuite des combats», a déclaré le colonel Chris Vernon, porte-parole de l'ONU.

Selon l'agence de presse indépendante yougoslave Beta, les civils serbes fuyant la ville de Prijedor, dans le nord-ouest, soumise aux bombardements des forces communes croato-bosniaques qui ne tiennent aucun compte du cessez-le-feu.

A Sarajevo, Kris Janowski, porte-parole du Haut Com-

missariat pour les réfugiés, a estimé que les civils serbes qui fuient Prijedor étaient au nombre de 40 000. «Selon les informations de nos gens sur place, 40 000 personnes ont fui Prijedor aujourd'hui». Quelque 5000 d'entre eux ont atteint le fief serbe de Banja Luka, distant de 50 km de Prijedor.

Le maire de la ville, Veljko Djukic, a déclaré par téléphone à la radio bosno-serbe qu'un grand nombre de personnes avaient été blessées. «Ce vendredi 13 en est vraiment un pour les citoyens de la ville et du district de Prijedor. La ville est bombardée par de l'artillerie lourde. Il y a des victimes civiles. Il y a un grand nombre de blessés», a-t-il dit.

Des journalistes de Reuter présents à Prijedor ont précisé qu'au moins quatre obus étaient tombés sur la ville pendant une visite du «président» des Serbes de Bosnie, Radovan Karadzic.

Par ailleurs, le président bosniaque Alija Izetbegovic

s'est déclaré hier à Prague «pas très optimiste» sur le processus de paix en Bosnie-Herzégovine qui, selon lui, «durera longtemps et sera très difficile».

M. Izetbegovic s'adressait aux journalistes à l'issue de ses entretiens au château de Prague avec le président tchèque Vaclav Havel. Il a estimé cependant que le cessez-le-feu en vigueur depuis jeudi en Bosnie-Herzégovine tiendrait «même si il y a des violations».

Interrogé sur les affrontements qui se sont produits après l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, M. Izetbegovic a répondu que «le gouvernement bosniaque respecterait les conditions du cessez-le-feu», mais que «restent possibles des incidents».

Il a rappelé que pour Sarajevo, les conditions de la paix étaient notamment l'intégrité de la Bosnie en tant qu'Etat multiethnique, ajoutant que ces conditions étaient appuyées par la Grande Bretagne, la France, les Etats-Unis, l'Allemagne et la Russie.

♦ MAISONS D'ENSEIGNEMENT ♦

NOTRE-DAME

Où l'exigence est de tradition

PENSIONNAT / EXTERNAT · COURS SECONDAIRE · GARÇONS ET FILLES

126 ANS

EXAMENS D'ADMISSION 1996-1997

Le samedi 21 octobre 1995 pour les candidats à la 1^{re} secondaire dont le nom de famille commence par une lettre allant de «A à K»Le dimanche 22 octobre 1995 pour les candidats à la 1^{re} secondaire dont le nom de famille commence par une lettre allant de «L à Z»Le samedi 28 octobre 1995 pour les candidats à la 1^{re} et à la 2^e secondaire seulementLe dimanche 29 octobre 1995 pour les candidats à la 1^{re} et à la 2^e secondaire seulementLe samedi 20 janvier 1996 pour les candidats à la 1^{re} et à la 2^e secondaire seulementN.B. Les candidats à la 3^e, 4^e et 5^e secondaire doivent d'abord soumettre au Service des admissions les deux plus récents bulletins. La procédure sera ensuite communiquée.

Début des examens : 13 h 30

Durée des examens : 3 heures

Frais : 35 \$

Les candidats se présentent sans rendez-vous et doivent avoir en leur possession une photocopie du bulletin de juin 1995 et celui de l'année en cours.

COLLÈGE NOTRE-DAME 3791, chemin Queen Mary, Montréal H3V 1A8

Téléphone: (514) 739-3371 Télécopieur: (514) 739-4833 Internet: http://www.odyssee.net/~cndweb

Brébeuf

COURS SECONDAIRE

Pour garçons de la 1^{re} à la 4^e secondaire, mixte en 5^e secondaire.

Examens d'admission

les 21 et 28 octobre 1995 à 9 h.

Résidence : pour garçons de la 1^{re} à la 5^e secondaire et pour filles en 5^e secondaire.

Collège Jean-de-Brébeuf

3200, chemin de la Côte-Sainte-Catherine, Montréal (514) 342-9342 poste 231

Le Collège Jean-de-Brébeuf offre aussi le cours collégial.

• LE MONDE •

Les lendemains d'un acquittement controversé

Les féministes contre O. J.

L'ex-joueur de football a une lourde pente à remonter

SYLVIE KAUFFMANN
LE MONDE

Washington — O. J. Simpson va bien. Ses frais de justice ne l'ont pas mis sur la paille. «J'ai toujours ma Ferrari, ma Bentley, ma maison à Los Angeles et mon appartement à New York», il aurait volontiers «une bonne discussion» avec le procureur Marcia Clark et il regrette d'avoir battu sa femme à l'époque où elle était encore vivante. Huit jours après son acquittement, l'exploire nationale cherche désespérément à rebâtir son image face à un public américain qui lui reste largement hostile.

Non coupable ne veut pas dire innocent: O. J. Simpson en fait chaque jour l'expérience depuis sa sortie de prison, le 3 octobre. Reclus avec ses gardes du corps dans sa propriété de Brentwood, à Los Angeles, il a renoncé, mercredi 11 octobre, à sa première interview télévisée sur la chaîne NBC: une heure d'entretien, en direct et en prime time, avec l'homme dont toute l'Amérique parle depuis seize mois sans avoir pu l'entendre. NBC attendait plusieurs dizaines de millions de téléspectateurs et O. J. Simpson espérait amorcer sa réhabilitation devant le tribunal de l'opinion publique.

Révolte contre NBC

Mais, dès l'annonce de l'interview, NBC était inondée d'appels téléphoniques émanant de téléspectatrices indignées. Les féministes et les associations de lutte contre la violence conjugale décidaient de manifester devant les studios. Pis: elles menaçaient d'appeler au boycottage des produits que les annonceurs oseraient vanter dans cette émission. Face à cette fronde, les responsables de la chaîne prenaient soin de préciser que les journalistes n'entendaient pas ménager leur célèbre invité et ne reculerait devant aucune question.

Sous la pression de ses avocats, O. J. Simpson annula alors l'entretien. L'ancien champion de football américain doit encore affronter les familles des victimes dans trois procès civils, des millions de dollars sont en jeu, et ce qu'il dit aujourd'hui peut être retenu contre lui demain. «Nous nous étions mis d'accord sur une conversation, pas une confrontation, expliqua-t-il dans un communiqué; mais NBC, peut-être dans le souci d'apaiser les premières réactions du public, a vu là l'occasion de me rejeter.»

Pour ne pas avoir l'air de battre totalement en retraite, O. J. Simpson téléphona ensuite au *New York Times*, auquel il livra les confidences citées plus haut. Un entretien téléphonique avec un organe de presse écrite est évi-



O. J., les yeux au ciel. Sera-t-il jamais pardonné?

demment moins risqué qu'une interview en direct à la télévision: on peut refuser de répondre aux questions gênantes sans perdre la face.

Mais O. J. Simpson ne peut échapper à une autre réalité: il est devenu indésirable dans le monde des Blancs dans lequel il vivait. Les chaînes de télévision payantes ont décliné ses offres d'interview; l'agence qui gérait sa carrière depuis 20 ans a décidé de ne plus le représenter. Au fil des jours, l'idée s'impose que c'est bien lui qui a tué, mais que la police n'a pas su réunir suffisamment de preuves pour le faire condamner.

«Il est coupable, mais il ne faut pas le dire aux Blancs», ironise en privé une jeune journaliste noire. Et, surtout, il y a cette question, que tout le monde se pose: avoir peur de parler à cœur ouvert, n'est-ce pas le plus grand aveu de culpabilité?

Après l'arrestation de Mohamed Moad, leader du MDS

L'opposition laïque tunisienne face au harcèlement de l'État

Cette semaine à Tunis, les partis de l'opposition tunisienne ont été «convoqués» au ministère de l'Intérieur, après l'arrestation, lundi, du président du Mouvement des démocrates socialistes (MDS), Mohamed Moad. C'est la première fois qu'un dirigeant de l'opposition non islamiste est inquiété de cette façon. Cette arrestation survenait immédiatement après le voyage en Tunisie du président de la France, Jacques Chirac, qui avait loué à cette occasion le régime tunisien. Interview avec Ali Zaidi, militant de l'opposition tunisienne.

CLÉMENT TRUDEL
LE DEVOIR

Me Najib Hosni, auquel l'Association du Barreau américain a décerné en août son prix des Droits de l'homme pour l'année 1995, est incarcéré en Tunisie depuis le 15 juin 1994 sans jugement; il n'a donc pas pu recevoir ce prix et le Lawyers Committee for Human Rights, qui a son siège à New York, affirme que Me Hosni «est la victime d'une persécution injustifiée à cause de ses activités légitimes en tant qu'avocat.»

Pour Ali Zaidi, une fausse démocratisation

Le Dr Moncef Marzouki, l'un des fondateurs de la Ligue tunisienne des droits, vient de se voir refuser la permission de quitter son pays pour assister à des rencontres avec d'autres médecins aux États-Unis, sous le prétexte qu'il est indispensable au réseau de santé tunisien (il n'a pourtant qu'une charge de cours de quatre heures par semaine). Le lendemain même de la visite du président français Jacques Chirac à Tu-

nis, la semaine dernière, un autre défenseur des droits, Mohammed Moad, a été arrêté pour présumée «intelligence avec l'ennemi.»

Comment prétendre que le régime du président Ben Ali est en voie de «démocratisation?», s'étonne Ali Zaidi, militant du Comité de défense des libertés et pour le développement de la démocratie, qui est invité, ce week-end, à la journée que consacre l'Amnistie internationale (section francophone), à Charlesbourg, à un conseil de ses groupes d'appui aux prisonniers politiques.

M^e Zaidi, qui a obtenu le 12 juin le statut de réfugié en France, précise que ce comité dont il est l'un des animateurs — le président en est Mondher Sfar, docteur en histoire — essaie de tenir le contact avec «les Tunisiens qui osent encore s'exprimer.»

Le *Financial Times* du 11 septembre publiait un long article sur la Tunisie, un pays qui «prêche la tolérance religieuse tout en pratiquant la

répression». M^e Zaidi qui vit en France depuis 27 ans trouve intolérable que croupissent en prison 10 000 prisonniers, dont 1700 syndicalistes. A ce propos, il parle d'une justice «sinistrée» dans sa Tunisie natale et sort de sa liasse de documents un dossier envoyé à l'Ordre des avocats à la Cour de Paris qui tenait le 23 juin dernier un colloque sur «l'apport franco-tunisien au développement des relations euro-arabes» en présence du général A. Cheikh, ambassadeur à Paris, et du ministre tunisien de la Justice, Sadok Chabane. Le comité pour la défense des libertés a émis de «sérieuses réserves» sur cette rencontre, au vu de «la réalité que vivent de nombreux citoyens tunisiens et notamment certains de vos confrères» avocats.

«On veut que la Tunisie soit bonne à fréquenter malgré les dérives que l'on connaît», déplore M^e Zaidi, qui est l'auteur de trois communications aux Nations unies sur les tortures et sur les détentions arbitraires dans son pays, tout en continuant de militer en France pour les relations interculturelles.

L'EXPOSITION INTERNATIONALE SUR L'AVIATION



Regardez bien



Écoutez bien



et découvrez...

L'exposition internationale sur l'aviation «Plein vol» vous amène au milieu de cette histoire fascinante, vous fait partager en 17 espaces-tableaux, les grandeurs et misères de cette quête pour la liberté et les espaces inexplorés.

Muni d'un casque d'écoute, vous revivrez l'histoire de l'aviation depuis ses débuts avec Léonardo Da Vinci jusqu'à aujourd'hui avec ses hyper-soniques, en passant par les dessous de l'aéroport, la tour de contrôle, les meilleurs films publicitaires, etc.

Parmi les décors signés François Confino (Cités-Cinés) la mise en scène, les images de films et les vibrations, chaque membre de la famille découvre une suite d'occasions d'apprendre et de s'émerveiller. L'histoire de l'aviation comme on ne vous l'a jamais montrée!

Plein Vol

Jusqu'au 14 janvier 1996 L'EXPOSITION INTERNATIONALE SUR L'AVIATION MARCHÉ-BONSECOURS

Du dimanche au jeudi: 10h à 18h* Vendredi et samedi: 10h à 22h* 350, rue Saint-Paul Est, Vieux-Montréal

* Vous devez vous présenter 1h30 avant la fermeture

(514) 861-0999

NOUVELLE SOCIÉTÉ DU PALAIS DE LA CIVILISATION DE MONTRÉAL

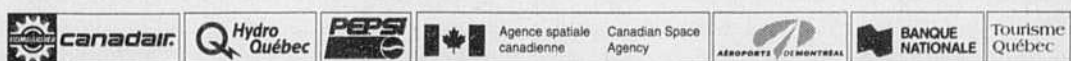
Une présentation Air Canada et Casino de Montréal

AIR CANADA



CASINO de MONTRÉAL

STATIONNEMENT: COMPLEXE CHAUSSEGROS-DE-LÉRY, RUE DU CHAMPS-DE-MARS (RABAIS DE 1 \$ SUR PRÉSENTATION DU BILLET DE L'EXPOSITION).



LE DEVOIR

le journal de montreal

✈ CONCOURS ✈



ASSISTEZ AU LANCEMENT DE LA NAVETTE SPATIALE DIRECTEMENT DE CAP KENNEDY EN FLORIDE.

DEUX FAMILLES DE CINQ PERSONNES S'ÉVOLERONT LE 1^{ER} NOVEMBRE PROCHAIN.

Pour participer, écoutez l'émission «Salut Bonjour» sur les ondes de TVA entre 7h et 8h, tous les matins, du lundi au vendredi, du 2 au 13 octobre 1995. Répondez correctement à la question posée par Guy Mongrain et remplissez le coupon de participation. Déposez-le à l'intérieur du Hall d'entrée de l'exposition «Plein Vol» dans la boîte concours. Les gagnants seront choisis le jeudi 19 octobre 1995.

Nom: _____ Âge: _____
 Adresse: _____
 Code postal: _____ Téléphone: () _____
 Réponse: _____

Les coupons doivent être déposés au plus tard le 18 octobre 1995, à l'entrée de:

L'EXPOSITION INTERNATIONALE SUR L'AVIATION
350, rue Saint-Paul Est, Vieux-Montréal

(À deux pas de la Place Jacques-Cartier)

Les règlements du concours sont disponibles à «Plein Vol».

le journal de montreal



TVA

LE DEVOIR

Les Anciens
Fabricant de meubles

Traditionnels Québécois

FESTIVAL DES COULEURS

LAVAL
1735, St-Elzéar O.
(514) 682-5614

MONTRÉAL
3813, St-Denis
(514) 844-7996

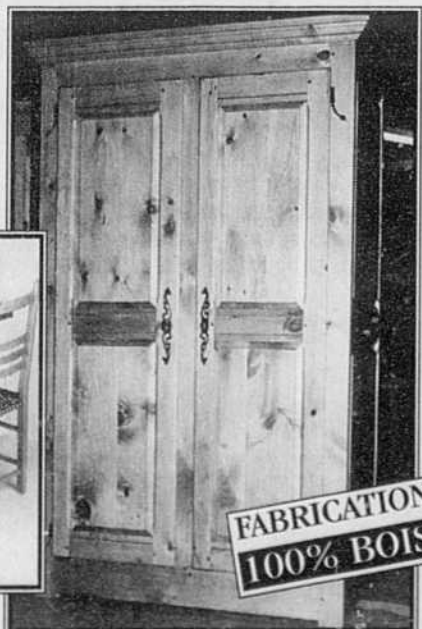
ST-SAUVEUR
303, rue Principale
(514) 227-0274



FABRIQUÉ AU QUÉBEC

ARMOIRE
À PARTIR DE
695\$

16 MODÈLES • 8 COULEURS



FABRICATION
100% BOIS

DIRECTEMENT DU FABRICANT

É D I T O R I A L

OUI ou NON

2- Le modèle québécois

Jean-Robert Sansfaçon

On ne créera pas un nouveau pays uniquement pour mettre fin aux chevauchements des juridictions ou pour des motifs de développement économique. Pas plus qu'on ne choisirait le Canada par crainte d'un ralentissement temporaire de l'activité économique. Pourtant, même si les raisons de faire l'indépendance sont d'abord culturelles, historiques et sociales, on ne peut pas faire abstraction de ses conséquences sur la formation de la richesse et de l'emploi.

A cause de leur statut historique très particulier de peuple fondateur devenu minoritaire partout, sauf au Québec, et malgré 30 années de tentatives aussi déterminées qu'infructueuses, les francophones du Québec ne sont toujours rien d'autre qu'un groupe de «Canadiens» comme les autres disposant d'institutions aux pouvoirs limités, soumises aux normes et exigences de l'autre peuple fondateur devenu majoritaire. Toutes les promesses de changement ont tourné à l'échec. La situation est devenue si loufoque que les demandes d'autonomie du Québec apparaissent maintenant comme des bâtons dans les roues du pays qui entend procéder à ses propres réformes.

Il serait démagogique de prétendre que l'appartenance à la fédération canadienne ne nous a apporté que malheurs et pauvreté. Faux et mesquin. En réaction à l'Amérique révolutionnaire, le Canada britannique s'est construit dans l'axe est-ouest à partir du centre historique de Montréal. Nous avons donc été pendant des dizaines d'années une région fort prospère. Peu instruits, mal conseillés par une élite plus intéressée à la conquête des âmes que des marchés, les francophones n'ont, pendant longtemps, pas pu jouer de rôle actif dans la construction de leur propre coin de terre. Pas plus qu'ils n'ont pu profiter des retombées sociales et culturelles de ce même développement.

Le phénomène s'est même accentué avec la construction de la voie maritime du Saint-Laurent et la signature par Ottawa du pacte de l'automobile, dont l'Ontario fut seule à profiter. N'étant été des richesses naturelles abondantes, jamais le Canada britannique ne se serait soucie du développement de cette communauté française d'Amérique. Encore aujourd'hui, le refus de la reconnaître comme communauté distincte et de lui accorder le pouvoir légitime de contrôler sa destinée, sont la marque de cette indifférence intéressée.

Depuis la Révolution tranquille et la création d'un réseau d'éducation moderne et civil, les francophones du Québec ont entrepris de prendre une place plus active sur leur propre territoire. Désormais à la tête de la majorité de leurs institutions, y compris de leurs entreprises, de plus en plus conscients des défis posés par la mondialisation, ils ont cherché à s'infiltrer partout, souvent avec un succès étonnant. Mais à l'intérieur du système fédéral, la force d'attraction tire toujours dans la même direction, ne laissant que des miettes pour les régions périphériques. Seule l'Alberta, grâce à son pétrole, ou la Colombie-Britannique et son accès à l'Orient, font exception à la règle qui permet à l'Ontario d'attirer à la fois les capitaux, les chercheurs, les subventions à la recherche... et les emplois. De même en est-il, le plus naturellement du monde, des décisions du gouvernement fédéral dont les hauts fonctionnaires issus des universités ontariennes, sont depuis longtemps bien intégrés aux réseaux d'information des milieux de la finance, de la recherche et des affaires.

On ne se surprend pas davantage que cette province qui a tant profité de l'existence d'un Canada d'est en ouest, soit aussi celle qui a exprimé, avec le plus de force, son opposition à la signature d'un accord de libéralisation des échanges avec nos voisins du Sud.

L'économie du Québec est loin d'avoir atteint son régime de croisière optimal. Au contraire, ce n'est que depuis que nous avons entrepris de nous occuper de nos affaires que nous rattrapons lentement le temps perdu. Quelques indices révélateurs...

■ Nos PME se sont modernisées et présentent aujourd'hui un niveau de productivité évalué à quatre fois celui de leurs concurrentes ontariennes.

■ Elles ont maintenu, au cours de la dernière décennie, un taux de création d'emplois plus élevé que celui des grandes entreprises (surtout contrôlées de l'étranger).

■ Le contrôle de l'économie par des francophones est passé de 47 % au début des années 60, à 65 % aujourd'hui.

■ L'écart entre le PIB par habitant de l'Ontario et celui du Québec, qui était de plus de 32 % à cette même

époque, a été réduit progressivement pour se situer à moins de 20 % l'an dernier.

■ Le modèle québécois de rapprochement de plus en plus étroit entre le capital, le travail et l'État.

Nos amis ontariens ne sont pas responsables de cette inégalité des chances, ils n'ont fait que tirer le meilleur parti de leur situation privilégiée de société majoritaire. De principale place financière au pays au début du siècle, Montréal a cédé son titre à Toronto et ne retient plus désormais que moins de 20 % du volume des échanges de valeurs mobilières. L'indépendance ne ramènerait pas le titre perdu. Par contre, elle nous laisserait plus de liberté pour initier des projets que seul un pays souverain est en mesure d'imaginer. En matière d'aviation civile, même dilemme: pourquoi faire des affaires à Montréal quand Toronto est la métropole?

Quant aux firmes multinationales, qu'elles aient pour nom Alcan, Bombardier ou IBM, on sait tous que leur intérêt premier tient à la possibilité de faire des affaires dans un environnement propice, ouvert, offrant une main-d'œuvre qualifiée, des ressources et des infrastructures à la pointe du progrès. Rien de tout cela ne disparaîtrait à cause de l'accession éventuelle du Québec à la souveraineté, au contraire. Si jamais des frontières surgissaient entre le Québec et le reste du Canada, non seulement seraient-elles le résultat de comportements revanchards,

L'instinct de survie

des sociétés suffira

à convaincre

les Mike Harris de

s'ouvrir les yeux.

mais elles puniraient du même coup les industries et les consommateurs des deux pays souverains. Faisons confiance à l'instinct de survie des grandes sociétés pour convaincre les Mike Harris de ce monde de s'ouvrir les yeux.

L'un des obstacles majeurs à l'avènement d'un Québec souverain, ce n'est donc pas la crainte pour les entreprises de voir leur développement stoppé. Avec, à leur service, un gouvernement

unique disposé à répondre à leurs besoins grâce à l'établissement d'un guichet unique, à harmoniser le système d'éducation et la formation professionnelle avec les besoins du marché du travail, à combattre l'alourdissement de la fiscalité pour qu'elle reste concurrentielle, les entreprises québécoises devraient pouvoir s'adapter plus rapidement aux exigences de la concurrence régionale, continentale et même mondiale.

Non, le plus grave problème auquel nous aurons à faire face, si l'on exclut les négociations qui s'annoncent querelleuses avec le reste du pays (nous y reviendrons dans un prochain texte), c'est celui de l'impasse budgétaire des pouvoirs publics. Un Québec souverain devra faire des choix très clairs: on ne pourra pas tenir indéfiniment plusieurs discours à la fois. Un Québec indépendant ne sera viable que s'il accorde la priorité à la création de la richesse et de l'emploi. Or, seul un secteur privé dynamique est en mesure de répondre à cette exigence. Au risque de le redire: l'État ne créera plus d'emplois d'ici les dix prochaines années, et il devra même revoir tous les programmes d'aide aux entreprises et aux individus. On ne peut redistribuer que ce que l'on a.

Les régions seront donc appelées à prendre la relève dans la gestion des programmes de stimulation économique, de formation de la main-d'œuvre et même de retour en emploi des chômeurs. D'un modèle de partenariat centralisé, on devra passer à un modèle de partenariat régionalisé.

Le projet de souveraineté n'est pas la panacée à tous nos problèmes. Sans une rigueur extrême dans la gestion de l'appareil d'État, sans l'étroite collaboration entre le pouvoir central, les entreprises, les travailleurs et les organisations communautaires, sans une révision en profondeur des programmes, le nouveau pays ne réussira jamais à faire mieux que présenter.

La différence entre aujourd'hui et demain, c'est que sans jamais être faciles, tous ces changements deviennent pour le moins possibles grâce au rapatriement des outils et des leviers nécessaires. Ottawa veut lui aussi réformer ses structures et ses programmes, mais pour l'instant, tout indique que la voie choisie, celle de l'établissement de normes nationales et la marginalisation du Québec francophone, ne correspond aucunement à ce que les Québécois ont toujours voulu pour eux-mêmes.

L E T T R E S

MOTO ou GANG?

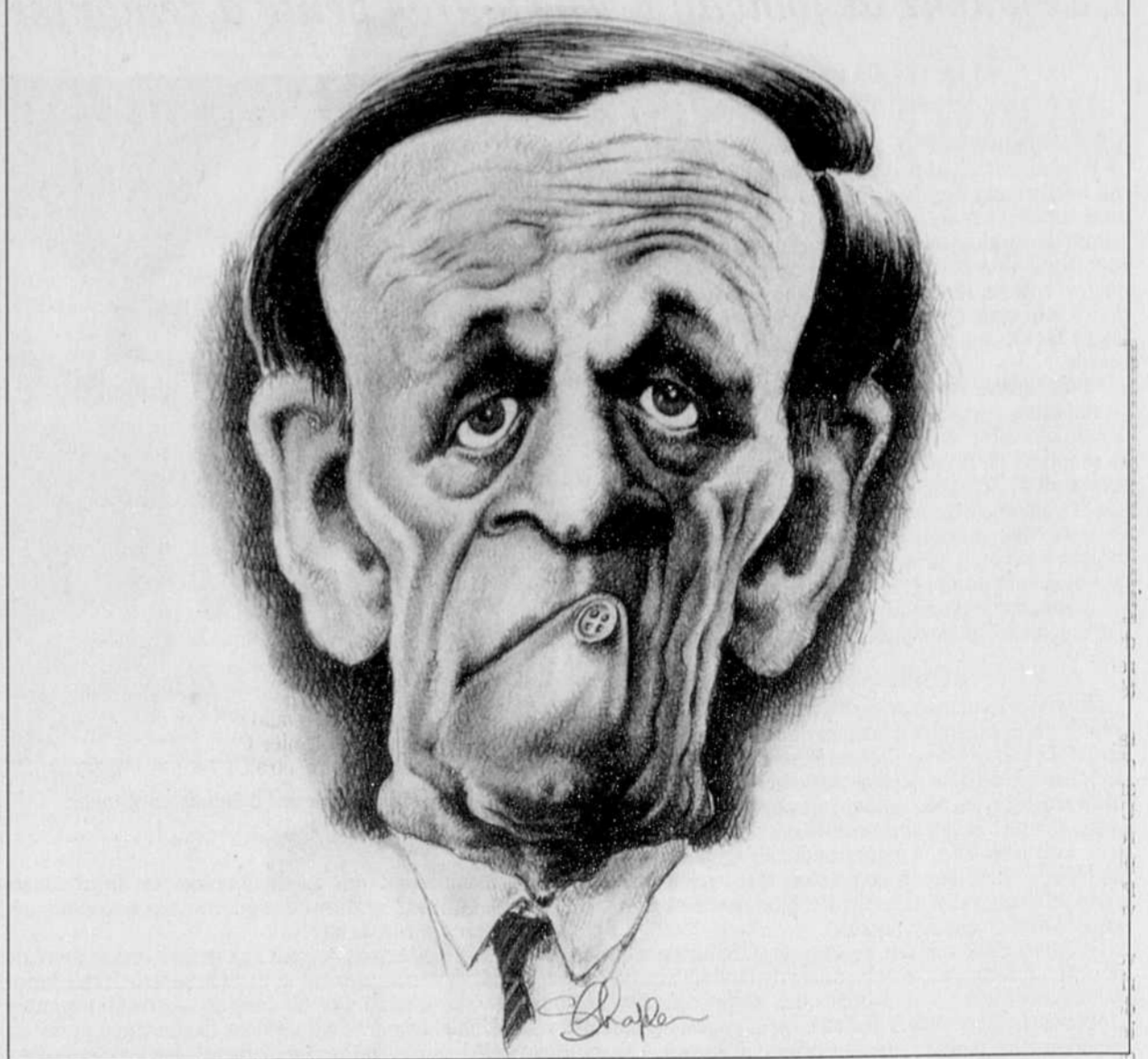
Le Comité d'action politique motocycliste (CAPM) a récemment pris connaissance de la mise sur pied, par la Sûreté du Québec, d'une ligne téléphonique spéciale permettant à tout citoyen de communiquer à la police des renseignements relatifs à la situation prévalant au sein d'organisations qui sont notamment reliées au monde criminel. Cette ligne téléphonique est identifiée: 1-800-480-MOTO. Bien que le CAPM, qui regroupe l'immense majorité des organisations motocyclistes du Québec, incluant évidemment la Fédération motocycliste du Québec, ne mette pas en doute le bien-fondé d'une telle initiative, il s'insurge contre

l'appellation tendancieuse de cette ligne téléphonique dite spéciale. En effet, nous constatons que le mot MOTO y apparaît pour y désigner les chiffres 6686. Nous sommes d'avis que l'utilisation du mot MOTO est ici inappropriée car elle laisse clairement entendre qu'il y a une relation directe entre la possession d'une motocyclette et le monde criminel. Alors que nous nous sommes donné comme objectif d'assurer la défense des droits des motocyclistes et de promouvoir l'activité du motocycliste auprès du public, cette association de la motocyclette ou du motocyclisme avec le monde criminel, non seulement discrédite indument nos efforts mais encourage la naissance de préjugés tenaces à l'égard de la

communauté motocycliste.

Nommer plutôt cette ligne GANG ou CRIM aurait reflété plus adéquatement la situation actuelle, mais en employant de façon inopportune le mot MOTO, on a préféré stigmatiser injustement les propriétaires de motocyclettes auprès du public. Nous jugeons que cette initiative de la Sûreté du Québec s'accompagne ainsi d'une attitude qui apparaît à la fois offensante et discriminatoire et nous exigeons sans délai la modification de l'appellation de cette ligne téléphonique de même que des éclaircissements sur cette façon d'agir pour le moins arbitraire. Serge Huard, porte-parole Comité d'action politique motocycliste Montréal, 18 septembre 1995

CHRÉTIEN SERMONNE LI PENG SUR LES DROITS DE L'HOMME



L'art de la survie

Maintenant que les deux options du OUI et du NON arrivent à égalité dans les sondages, on peut dire que la vraie campagne référendaire commence, et passer aux choses sérieuses. Commençons par la plus sérieuse d'entre elles: la survie. Il n'y a que trois façons de survivre aux campagnes référendaires et électorales: penser à autre chose, y prendre une part active ou se mettre en chasse.

Penser à autre chose exige qu'on cesse de lire *Le Devoir* (un crime qu'on pourrait tous regretter si trop de personnes choisissaient cette solution). Participer à la campagne? On le fait tous à la mesure de nos moyens et puis, il y a des experts pour ce genre de travail. Reste la chasse, la chasse à l'intelligence cela s'entend. D'accord, il faut de bons yeux, un sens inné de l'observation et une patience à toute épreuve, mais la récompense en vaut le coup. Deux signes d'intelligence dans la même journée et voilà votre moral remonté pour 72 heures. Pour une campagne de 30 jours, vous n'aurez donc besoin que d'une vingtaine de remontrants. En vous rationnant quelque peu, vous devriez pouvoir y arriver avec moins de 15.

Afin d'être certain de ne rien manquer et pour pouvoir continuer à m'en délecter longtemps après le 30 octobre, j'inscris tous ces signes dans un carnet. J'en suis déjà à mon 11^e indice et j'ai confiance dans le fait que le rythme se maintiendra jusqu'à la fin du mois. Je vous en livre quelques-uns aujourd'hui.

Je ne sais pas s'il faut y lire une quelconque signification existentielle, mais mon premier signe d'intelligence m'a été fourni par Joe Clark. Qui l'eût cru! Non seulement Joe est encore en vie, mais il pense. En effet, au moment même où toutes les élites canadiennes-anglaises y allaient de leur petit refrain sur la non-viabilité économique d'un Québec souverain ou sur le caractère farfelu du projet de partenariat constitutionnel suggéré par le camp du OUI, voilà que l'ancien premier ministre du Canada choisissait de mettre en



DANIEL LATOUCHE

garde ses compatriotes: «Cessez de prendre les Québécois pour des valises [Joe Clark a toujours eu un faible pour les valises]. Même si le NON l'emporte, cela pourrait se retourner contre vous.» Il a bien raison, l'ex-chef conservateur. Une valise qu'on emplit est d'autant plus lourde à porter.

Le livre d'Eric Schwimmer, *Le Syndrome des Plaines d'Abraham*, constitue hors de tout doute le livre le plus original, le plus insidieux et le plus intelligent publié sur nos affres référendaires depuis un bon bout de temps. J'en ai fait ma tasse de thé pendant au moins quatre jours, ce qui m'a permis de traverser sans trop de mal l'affaire Le Hir. Ce monsieur (je parle de Schwimmer, bien sûr) est — ou plutôt «était» car il a pris sa retraite, nous dit-il — anthropologue à l'Université Laval. C'est un spécialiste des Maoris de Nouvelle-Zélande et des Papous de Nouvelle-Guinée, ce qui le prédisposait évidemment à regarder d'un peu plus près leurs homologues de Nouvelle-France. Bref, il a l'habitude des minorités qui tentent de s'en sortir.

Sa conclusion mérite qu'on y réfléchisse: «Si le OUI l'emporte, nous entrerons dans la grande histoire, celle des États. La grande histoire à tous les jours est un peu bizarre. Elle se fait en dehors de notre conscience. On n'est jamais prêt pour elle. Notre avenir dépendra de nos réalisations dans les domaines de l'éducation, de la technologie, de la finance.» Dire que les Maoris y sont arrivés.

J'écrit dans mon carnet: «Lire et relire le texte de Thierry Hentsch sur la condition de minoritaire.» Si vous l'avez manqué, vous avez aussi man-

qué l'une des analyses les plus incisives et émouvantes — la combinaison est plutôt rare — qu'il m'ait été donné de lire de la part d'un politologue. Vues de l'extérieur — l'auteur, vient de la souche gauche de l'arbre québécois —, l'hésitation et la peur québécoise ont quelque chose d'irritant, de triste et de comique à la fois. Son message est simple: «Alors les Québécois, encore empêtrés dans les fleurs du tapis. Un p'tit effort; on y est presque. Je n'ai quand même pas choisi ce pays pour me retrouver en permanence dans une province au fond de l'Empire.» Je ne sais pas trop pourquoi, mais d'entendre dire qu'on n'était pas une bande d'incapables rapetissés vivant dans un pays ratatiné m'a fait plaisir.

Et finalement, il y a eu la nomination des membres du Comité de négociation du partenariat constitutionnel. Comme il se doit, les médias en ont peu parlé, sans doute parce que ces nominations ont quelque peu surpris (seul le journaliste du *Devoir* a eu le courage de l'avouer). Que la présidente d'un chantier maritime que l'on disait une partisane acharnée du *statu quo* accepte ainsi de servir le Québec et même d'être vue en compagnie de M. Parizeau a en effet quelque chose de surprenant. Il faut croire que de s'occuper des bateaux procure une vision différente et moins exaltée des choses que de travailler dans l'aéronautique.

Quant à la décision du sénateur Arthur Tremblay de se joindre au même comité, elle m'a quelque peu déconcerté: se pourrait-il qu'il y ait encore de la vie à Ottawa? Pourquoi diable ne nous en a-t-on pas informés plus tôt? Et le choix de Serge Racine, un homme d'affaires bien connu dans mon coin, est encore plus troublant. Qu'est-ce qui a bien pu le prendre de s'opposer ainsi au mot d'ordre lancé par le président du Conseil du patronat et par le roi Beaudoin? Ne sait-il pas qu'il ne sera probablement jamais invité à visiter Saskatoon ou Djakarta en compagnie du député de Shawinigan?

Et tout ce beau monde a accepté de servir, sans tambour et en l'absence de toute trompette. Le silence est parfois signe d'intelligence.

À P R O P O S

...de l'absence d'un père

Les maternités précoces sont davantage marquées par l'absence d'un père, du moins d'un père déclaré sur le bulletin de naissance. Plus la femme est jeune, plus le père semble absent (30,5 % des cas chez les moins de 18 ans). On observe un phénomène similaire chez les femmes âgées, mais dans une moindre mesure (5 % à 37 ans ou plus). Cette proportion n'atteint que 2,3 % chez les femmes qui accouchent autour de l'âge moyen et elle est de 4,6 % pour l'ensemble des femmes.

Alors que la proportion de naissances de père inconnu

est relativement stable, le pourcentage de femmes non mariées au moment de la naissance des enfants ne cesse d'augmenter, les unions de fait ayant de plus en plus tendance à remplacer les unions légales.

De moins de 10 % avant le milieu des années 70, le pourcentage de naissances hors mariage atteint 46 % en 1993.

Le Québec comparé: indicateurs sanitaires, démographiques socio-économiques
Ministère de la Santé et des Services sociaux

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910

Directrice LISE BISSONNETTE

Rédacteur en chef BERNARD DESCÔTEAUX

Vice-président, finances et administration FRANÇOIS THOUIN

Directeur de l'information CLAUDE BEAUREGARD

Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, GUY TAILLEFER

Rédacteur en chef adjoint JEAN-ROBERT SANSAFAÇON

Directeur artistique ROLAND-YVES CARRIGAN

2050, rue de Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec) H3A 3M9. Tél.: (514) 985-3333

F A I S C E Q U E D O I S

I D É E S

L'ex-URSS et l'Europe de l'Est

Des exemples éloquentes?

1- Ce n'est pas tant l'éclatement du Canada qui est à craindre que les tendances à l'éclatement du Québec qui vont suivre

JACQUES LÉVESQUE
Professeur de science politique
Université du Québec à Montréal

N'étant pas un analyste des questions politiques québécoises et canadiennes, on me permettra d'aborder ce sujet sur une note personnelle et d'afficher ainsi les couleurs. Sans avoir jamais été un enthousiaste de l'indépendance, j'ai voté OUI au référendum de 1980 et toujours voté pour le PQ depuis son existence, sauf lors de la dernière élection. Un mandat de négociateur et de défendre vigoureusement les intérêts

du Québec est une chose (et de toute façon, il faudra y revenir). Accepter que l'indépendance puisse être décrétée unilatéralement en est une autre.

Mais, à vrai dire, hormis cette différence fort importante, c'est surtout par «déformation» professionnelle, c'est-à-dire en raison de ce que j'ai observé depuis cinq ans dans mon champ d'études et de recherches, l'ex-URSS et l'Europe de l'Est, que je voterai NON à ce référendum-ci. Mon expérience m'a amené à me méfier de plus en plus de tous les nationalismes, sans toutefois perdre de vue la légitimité fondamentale de plusieurs revendications qu'ils véhiculent.

On me dira que tout ce qui s'est passé là-bas n'a rien à voir avec ce qui se passe ici et que nos expériences sont totalement différentes. Sans doute, les différences pèsent beaucoup plus lourd, et c'est pourquoi je suis persuadé qu'on n'en arrivera jamais ici à des situations extrêmes de guerres civiles comme celles qui ont lieu là-bas. Cependant, on observe déjà ici quelques similarités troublantes avec des dynamiques qui se sont développées là-bas.

Résumons d'abord brièvement deux leçons qui peuvent être pertinentes pour nous. D'une part, l'accentuation du nationalisme des uns, aussi démocratique soit-il, réveille et stimule toujours le nationalisme des autres qui peut être beaucoup moins démocratique et beaucoup plus virulent. Il en résulte une dynamique qui échappe très facilement aux parties en cause.

D'autre part, l'éclatement d'un État multinational induit toujours une dynamique de «fission» qui se répercute immédiatement à l'intérieur des nouveaux États qui en sont issus. En bref d'abord, ce n'est pas tant l'éclatement du Canada qui est à craindre (d'ailleurs, celui de l'URSS et même de la Yougoslavie s'est fait assez facilement), mais bien davantage les tendances à l'éclatement du Québec qui vont suivre. Entendons-nous bien. Je ne crois pas que le Québec éclaterait à son tour en plusieurs États. Mais il aurait certainement à subir et à vivre une dynamique d'éclatement et à composer avec celle-ci. Les lignes de fracture sont déjà parfaitement visibles.

La dynamique de «fission» induite par l'éclatement des fédérations ne se manifeste pas partout avec la même force et les mêmes effets même si elle apparaît partout. La Slovaquie qui a connu «le divorce de velours» qu'on nous cite si souvent en exemple (et qui s'est fait sans consultation populaire parce que la population n'en voulait pas) a vu s'aggraver considérablement les tensions avec son importante minorité hongroise. La Slovaquie est devenue plus vulnérable aux pressions de la Hongrie. Celle-ci l'a fait placer sous surveillance des organisations

internationales. Elle n'éclatera pas mais devra peut-être se fédéraliser. Je n'entrerai pas dans le cas beaucoup plus tragique des États issus de la Yougoslavie, l'élaborerai plutôt à partir d'un autre exemple pour illustrer mon propos. En Géorgie soviétique, maintenant indépendante, il n'avait jamais été question d'indépendance abkhaze avant que les Géorgiens ne revendiquent celle de la Géorgie. Lorsqu'ils ont commencé à le faire, les Abkhazes ont d'abord demandé à rester dans la fédération soviétique. À quelques variantes près, les Ossètes ont fait la même chose. Une fois faite l'indépendance de la Géorgie, Abkhazes et Ossètes ont refusé de se soumettre à l'autorité du gouvernement géorgien. Bien évidemment, dans de telles circonstances, ils ont été encouragés et soutenus de l'extérieur, de diverses façons, notamment par les Russes.

En conséquence, ils ont été vus rapidement par la majorité des Géorgiens, comme de simples instruments manipulés de l'extérieur par les ennemis de l'indépendance de la Géorgie. Il n'en a pas fallu davantage pour que les Géorgiens en arrivent à dénier toute légitimité propre à leurs revendications et à les traiter en conséquence, notamment en supprimant l'autonomie politico-administrative dont ils disposaient auparavant. On connaît la suite. Les Abkhazes, les armes à la main et par la terreur, ont pris le contrôle de «leur territoire national», où ils ne comptaient que pour 15 % de la population...

Voyons un peu à partir de ce seul petit exemple, où commentent et où s'arrêtent les comparaisons qui peuvent nous concerner. Il y a eu ici, de tout temps et forcément, des «problèmes» avec les populations autochtones. Mais ils ont souvent changé de forme et de nature.

Dans les années 50, les revendications autochtones s'exprimaient principalement en termes de justice économique et sociale. C'est la montée du nationalisme québécois, exprimé désormais en termes de souveraineté territoriale dans la dernière partie des années 60 et durant les années 70, qui a directement alimenté les revendications autochtones et les a amenés à s'exprimer de plus en plus en termes de revendications territoriales et de menaces de sécession. Évidemment, ces menaces et «des actions directes de souveraineté», même les plus démagogiques, ont été vues avec «une certaine sympathie» à l'extérieur du Québec.

On se souvient notamment des réactions de la presse anglophone lors de la crise d'Oka. Tout cela entraîne ici une forte irritation dans l'opinion publique à l'égard des autochtones. Il y a environ un an, à la Chambre des communes, Lucien Bouchard n'a pas hésité à tenter de capitaliser sur cette irritation et ce qui la sous-tend, en cherchant constamment, pendant quelques semaines, à défier le gouvernement fédéral de recourir à des actions musclées à l'endroit des Mohawks. Il a apparemment compris les dangers qu'il pouvait y avoir à «instrumentaliser» des questions aussi délicates et explosives et il a cessé de le faire.

Que ferait le gouvernement d'un Québec indépendant dans une situation comme celle d'Oka et quelles seraient les conséquences de son action ou de son inaction? Soulignons d'abord qu'il est plus probable que des situations semblables se reproduisent dans un contexte d'indépendance. Le fait même de l'accession à l'indépendance va inviter à toutes sortes de surenchères. On le voit très bien déjà. D'autre part, un Québec indépendant serait beaucoup plus vulnérable aux surenchères et chantages du type d'Oka, qu'il ne l'est actuellement. Pour-



PHOTO JACQUES NADEAU

Jacques Lévesque

quoi? C'est fort simple. D'une part, sauf peut-être avec la France, le Québec ne bénéficierait pas d'un préjugé favorable dans la communauté internationale. En général, les États préfèrent un environnement international familier et connu et donc le *statu quo*. Alors qu'à l'été 1991, l'Ukraine cherchait à sortir d'une situation d'oppression nationale autrement plus réelle que la nôtre, le président Bush est allé jusqu'à Kiev lui prêcher les vertus du fédéralisme. Ceux qui rompent le *statu quo* dérangent et sont accueillis avec méfiance, au moins dans un premier temps.

D'autre part et inversement, les Amérindiens jouissent déjà d'un préjugé favorable et d'une bonne presse à l'étranger et jusqu'aux Nations unies. On le sait fort bien. Aux États-Unis et ailleurs, on se donne bonne conscience à bon marché lorsqu'il s'agit des autres, et la cause amérindienne est jugée *a priori* plus légitime que la nôtre.

Que ferait donc le gouvernement d'un Québec indépendant face à une ou des situations comme celle d'Oka? S'il utilisait la force, comme il aurait d'ailleurs de bonnes raisons de le faire, il perdrait immédiatement «la virginité» de son nationalisme tolérant. Il serait condamné, non seulement au Canada anglais, mais aux États-Unis et ailleurs. On entendrait même des voix qui réclameraient des sanctions. Les Québécois auraient forcément l'impression d'avoir presque tout le monde contre eux. Non sans raison, ils auraient un sentiment profond d'injustice, d'amertume et de frustration. Inversement, si le gouvernement refusait d'utiliser la force tout en résistant au chantage, il devrait alors se soumettre à des arbitrages internationaux qui auraient de fortes chances de ne pas lui être très favorables.

Bref, le nationalisme plus épanoui et par conséquent plus généreux que nous promet le Parti québécois après la souveraineté est une hypothèse au moins aussi hasar-

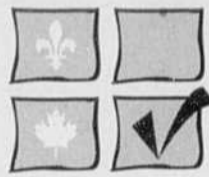
deuse que l'inverse. Peut-être par pessimisme, je parierais plutôt sur l'inverse et pour toutes sortes de raisons. Dans un contexte de «fragilisation» des relations interethniques qui sera nécessairement créé par l'indépendance, de nombreux incidents fâcheux et très probables pourraient suffire à faire de nous des nationalistes plus étriqués et plus frustrés qu'auparavant. D'autant plus que viendront très probablement se greffer aux clivages ethniques de graves fractures sociales en raison de la crise financière aiguë de nos deux États. J'y reviendrai.

Si d'aventure la souveraineté l'emportait lors du référendum, elle serait alors imposée à la presque totalité de ceux qu'on appelle «les allophones». Tous les sondages montrent très bien cette ligne de fracture. N'en résulte-t-il pas alors une situation pour le moins malsaine? La méfiance ne pourrait que s'accroître de part et d'autre. Voilà encore pourquoi les relations interethniques seraient fragilisées et leur gestion déjà délicate rendue encore plus difficile.

Il n'y a pas eu que les autochtones à poser la question explosive de l'intégrité territoriale du Québec. Elle a déjà été posée aussi par des anglophones à l'extérieur et à l'intérieur du Québec. Elle le serait encore après l'indépendance, et avec plus de force et de démagogie. Même si le démembrement territorial du Québec aurait peu de chances de se produire, le simple fait que la question soit posée dans un contexte de surenchères postindépendance suffirait à empoisonner sérieusement des rapports interethniques déjà devenus plus difficiles.

On dira évidemment que tous ces risques et bien d'autres sont hypothétiques. Pour l'instant, c'est vrai. Ils mériteraient sans doute d'être encourus si les avantages, eux aussi très hypothétiques, de l'indépendance pesaient plus lourd. Hypothèses pour hypothèses, il faut évaluer lesquelles sont les plus réalistes.

Lundi: «La négociation avec le reste du Canada»



Si la souveraineté l'emportait, elle serait imposée à la presque totalité de ceux qu'on appelle «les allophones».

Accepter les yeux ouverts ce que d'autres refusent les yeux fermés

De la peur à la résolution en passant par la fierté

GINETTE HARDY
Traductrice pigiste

N'en déplaise aux analystes du Parti québécois, je ne me considère pas comme une «souverainiste molle» mais, dois-je le confesser, je ressens de la peur et j'éprouve des craintes. J'ai toujours voté, depuis les tout débuts, pour les partis politiques qui prônent la souveraineté du Québec, qu'il s'agisse du Parti québécois ou du Bloc québécois et pourtant, je le répète, j'éprouve des craintes. Ou devrais-je plutôt dire «j'éprouvais», car il s'est produit récemment un «clic» qui pourrait peut-être éclairer certains stratèges...

Mes craintes s'articulaient surtout autour de la question économique, et plus spécifiquement autour du problème de la dette totale d'un Québec souverain. Elle pourrait se situer, selon certains experts, (*Le Devoir*, 11 février 1995) entre 175 et 225 milliards de dollars suivant le pourcentage sur lequel on s'entendrait lors des négociations sur le partage de la dette avec le gouvernement fédéral. C'est beaucoup... J'ai vécu six ans au Mexique, dans les années 80 et je sais comme ce pays a souffert et souffre encore à cause de sa dette. La «crise» économique y est pratiquement continuelle depuis 12 ans. Loin de moi l'idée de comparer l'économie du Mexique avec celle du Québec. Je sais bien que le PIB n'est pas le même. Mais je sais aussi, comme le disent si justement les Mexicains, que trop souvent *Deuda externa es deuda eterna* («La dette extérieure est une dette éternelle»). Le poids de cette dette conjuguée à d'autres facteurs comme la volatilité des marchés et ce que j'appellerais la «frilosité» des investisseurs font souvent qu'un pays peut se débattre dans une crise financière qui paraît interminable...

D'autres de mes craintes tournaient autour de la réaction du Canada anglais advenant une victoire du OUI lors du référendum. Il me semblait, et il me semble encore, que c'est la rancœur qui motiverait, du moins pour un temps, l'essentiel de ses réactions.

Car il ne faut pas minimiser les forces de la rancœur et de l'irrationnel. Tout se joue aussi, dans ce débat, sur le plan symbolique. Il ne faut pas oublier qu'on parle ici de la notion de territoire. Le Canada, c'est *a mari usque ad mare*. Dans l'imaginaire canadien, le Canada va de l'Atlantique au Pacifique et un Québec indépendant creuserait un véritable trou, un hiatus abyssal entre les provinces maritimes et le reste du Canada. Dans les négociations qui devraient suivre l'adoption et la ratification du projet de loi sur la souveraineté du Québec, le ROC jouera pro-

bablement «cochon», comme on dit. Et je ne doute pas une minute, d'ailleurs, qu'elles ne seraient pas immédiates. Il y aura une période de flottement où la rancœur s'exprimera ouvertement ou même se manifesterait par une série de boycotts tous plus coûteux les uns que les autres. Mais on finira bien par négocier, je n'en doute pas non plus; ce n'est qu'à l'avantage des deux parties.

Alors, je dois avouer que toutes ces craintes et toutes ces réflexions se bousculaient dans mon esprit. Je me disais, selon la formule du dramaturge Botho Strauss, qu'il valait mieux, étant donné l'avenir économique si incertain d'un Québec souverain, attend donné les bouleversements et les souffrances qui nous attendent, qu'il valait mieux donc, «refuser les yeux ouverts ce que d'autres acceptent les yeux fermés...». Et je me suis vue, le jour du référendum, dans le secret de l'isolement, en train de faire une croix dans la case du NON. Et là, là... j'ai été comme foudroyée.

Apposer cette croix, c'était comme tracer un X sur toutes mes convictions antérieures, toutes mes croyances. C'était, en bref, renoncer à moi-même. Le sentiment ressenti a été si fort que j'en ai pleuré...

Je me suis rendu compte que si je ne m'arrêtais qu'à mes craintes, probablement légitimes... si je ne m'arrêtais qu'aux aspects et conditions économiques de l'option souverainiste ou si je me laissais perdre dans toutes les batailles de chiffres que les deux camps ont entreprises, j'oubliais l'essentiel.

J'oubliais les valeurs qui ont soutenu ma foi souverainiste jusqu'à maintenant. Cette fierté pour ma langue et ma culture qui a toujours motivé mes votes successifs depuis les années 70. Cette volonté, aussi, de voir une nation francophone survivre en cette terre d'Amérique. Cette dignité dans la lutte pour la survie qui a toujours soutenu mes ancêtres depuis leur arrivée sur ce continent et dont j'avais toujours voulu, justement, me montrer digne.

En un éclair, j'ai aussi entrevu tout ce qui nous attend si les Québécois votent encore une fois pour le NON: non seulement les querelles constitutionnelles reprendront-elles, non seulement le pouvoir central essaiera-t-il de gruger de plus en plus les juridictions provinciales, mais la lutte pour la langue et la culture se fera encore plus âpre...

Avais-je donc oublié le rapport Chambers, qui dort encore (mais pour combien de temps?) sur les tablettes du mi-

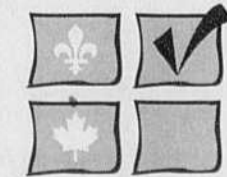
nistère de l'Éducation? Avais-je donc oublié l'intention formulée par Alliance Québec lors de la promulgation de la loi 86? Maintenant que la bataille de l'affichage était gagnée, affirmait l'organisation, la lutte des anglophones allait dorénavant se porter sur l'article de la loi 101 qui traite de la langue d'enseignement. Les efforts se concentreraient là-dessus et la Cour suprême, de même que fort probablement le tribunal de La Haye, promettaient-ils, seraient saisis de demandes pour faire amender la loi et permettre à une certaine proportion des nouveaux arrivants de faire instruire leurs enfants dans la langue anglaise. Et de faire ainsi reculer le gouvernement de la province de Québec.

D'ailleurs, la Charte canadienne des droits et libertés n'est-elle pas venue aider, déjà, à faire invalider des pans entiers de la loi 101? Le récent jugement Hessler, du 30 mars 1995, s'inscrit dans cette tendance. Et la politologue Josée Legault est même allée jusqu'à dire que cette décision de la Cour suprême confirme que «le Québec n'est plus tout à fait maître chez lui» (*Le Devoir*, 8 avril 1995). Toutes ces choses me revenant en mémoire, mes craintes et mes doutes ont fondu comme neige au soleil.

Et c'est avec assurance que je me dis maintenant et que je nous dis: «Ne nous laissons pas perdre dans les batailles de chiffres. Ne nous laissons pas intimider par les discours économiques revanchards et catastrophiques qui ont pour seul mérite de nous révéler une fois pour toutes qui sont ceux qui veulent véritablement gouverner ce pays. L'essentiel se situe ailleurs. Fondons notre décision sur les vrais enjeux: la survivance de la langue française et l'identité québécoise. Seule la souveraineté permettra au Québec de retrouver la pleine maîtrise de ses politiques linguistiques et d'intégrer harmonieusement, clairement et sans ambiguïtés, les nouveaux arrivants.

Alors, peu importe les sacrifices que nous devrons faire, peu importe la ceinture qu'il nous faudra serrer, peu importe les dures années de transition que devra traverser l'économie d'un Québec souverain... Si je veux poser ma pierre dans la lutte pour la survie d'un peuple francophone en Amérique, je dois voter OUI.

J'aurai alors le droit de paraphraser Botho Strauss et d'affirmer que dans certaines circonstances, il faut accepter les yeux ouverts ce que d'autres refusent les yeux fermés.



Seule la souveraineté permettra au Québec d'intégrer harmonieusement et sans ambiguïtés les nouveaux arrivants.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Sylvain Blanchard, Paul Cauchon, Jean Chartier, Louis-Gilles Francoeur (*environnement*), Kathleen Lévesque, Caroline Montpetit, Bernard Morier, Isabelle Paré, Louis Lapierre (*adjoint au directeur de l'information*), Konrad Yakabuski, Jean-Pierre Legault (*responsable des pages thématiques*), Diane Précourt (*pages éditoriales, responsable de la section Tourisme*); Martin Ducloux et Christine Dumazet (*relecteurs*); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (*photographes*); à l'information culturelle: Michel Bélar (*responsable*), Stéphane Baillargeon, Paul des Rivières, Robert Lévesque, Benoît Munger, Odile Tremblay; à l'information économique: Gérard Bérubé (*responsable*), Robert Dutrisc, Claude Lévesque, Serge Truffaut, Claude Turcotte; à l'information internationale: Jocelyn Coulon (*responsable*), François Brousseau (*éditorialiste*), Antoine Char, Sylviane Trémier, Clément Trudelle; à l'information politique: Pierre O'Neill, Jean Dion (*correspondant parlementaire à Ottawa*), Gilles Lesage (*correspondant parlementaire et éditorialiste à Québec*), Michel Venne (*correspondant parlementaire à Québec*); à l'information sportive: Yves d'Avignon; Marie-Claude Petit (*commis*), Marie-Hélène Aharie (*secrétaire à la rédaction*). La Documentation: Gilles Paré (*directeur*); Manon Scott, Serge Laplante (*Québec*), Rachel Rochefort (*Ottawa*). LA PUBLICITÉ Lucie Pinsonneault (*directrice*), Yves Williams (*superviseur, Avis publics et annonces classées*), Jacqueline Avril, Daniel Barbeau, Jean de Billy, Brigitte Cloutier, Gyslain Côté, Marlène Côté, Sylvie Hanna, Christiane Legault, Suzanne Miscovic, Jacques A. Nadeau, Micheline Rueland, Monique Verroult (*publicitaires*); Sylvie Laporte, Pierrette Roussseau, Micheline Turgeon, Michèle Bouchard (*secrétaires*). L'ADMINISTRATION Yves Bouthiette (*contrôleur*), Dany Dépatie (*adjointe à l'administration et coordonnatrice aux ressources humaines*), Nicole Carme (*responsable des services comptables*), Jeanne-d'Arc Houde (*secrétaire à la direction*), Florine Cormier, Céline Furuy, Nathalie Perrier, Danielle Ponton, Danielle Ross. LE MARKETING ET SERVICE À LA CLIENTÈLE Johanne Brien (*secrétaire*), Manon Blanchette, Monique Leclerc-Venreux, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc-Venreux. LA PROMOTION ET LES RELATIONS PUBLIQUES Louise Gagné (*directrice*), Chrystian Guy (*superviseur à la promotion des abonnements*). LA PRODUCTION Jocelyn Arsenault (*directeur de la technologie et des approvisionnement*), Michael Schneider et Marie-France Turgeon (*direction de la production*), Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard DesCormiers, Marie-Josée Hudon, Sylvain Lesage, Michèle Malenfant, Christian Vien, Olivier Zaida. LE CONSEIL DU DEVOIR INC. Marcel Couture (*président*). LA FONDATION DU DEVOIR Marcel Couture (*président*), Roger Boisvert (*vice-président et directeur général*).

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

CHRONIQUE
RÉFÉRENDIAIREJésus aurait-il
voté OUI?

Sœur Thérèse Soucy ne dit pas que Jésus-Christ aurait voté OUI au référendum. Mais aux religieuses, comme aux autres citoyens du Québec qu'elle rencontre dans sa campagne avec les partenaires pour la souveraineté, elle dit que celui qui l'inspire dans ce combat, c'est l'homme de sa vie... Car Jésus-Christ, comme elle aujourd'hui, dit-elle, a interpellé le pouvoir politique et économique en faveur des plus démunis. Et pour elle, la démarche pour la souveraineté est intimement liée à un combat contre les inégalités sociales. Elle fondera la semaine prochaine le regroupement des religieuses pour le OUI.

Jeudi, sœur Soucy a visité des sœurs de trois communautés en Estrie. Elle leur a expliqué les liens qui peuvent exister entre leur foi et l'option politique de la souveraineté. Elle se présente avec, à la main, le texte de l'Évangile qui sera lu, dans les églises du Québec, le jour du référendum, le 30 octobre, l'Évangile de Jésus-Christ selon Saint-Luc intitulé *La Femme courbée, libérée le jour du sabbat*. C'est l'histoire d'une femme possédée par un esprit mauvais qui la rendait infirme et que Jésus guérit en lui imposant les mains, lui permettant de se redresser. Sœur Soucy dit aux religieuses de méditer cette histoire le jour du vote. «Le peuple courbé, c'est ce soir-là qu'il va se relever.»

Sœur Soucy est devenue souverainiste il y a déjà 30 ans, quand elle étudiait l'histoire à l'Université de Montréal. Dans sa tournée du Québec, elle rappelle certains jalons de l'histoire, de la Proclamation royale de 1763 à la Constitution de 1982. Elle constate la domination des Anglais sur les Canadiens français. Sœur Soucy, qui appartient à la communauté des Saints Noms de Jésus et de Marie, compare la marche du peuple québécois à celle du peuple juif, réduit au rang d'esclaves en Égypte, conduit par Moïse. Avant d'atteindre la Terre promise, ils ont eu des difficultés, ils ont traversé le désert. Le désert a ses dangers, il a aussi ses avantages. Il ne pouvait y avoir ni riches ni pauvres. C'était le règne de l'égalité. «Comme projet social, j'en rêve», dit-elle. Après la souveraineté, ajoute-t-elle, «nous aurons des petits bouts de désert». Ce sera l'occasion de chercher à réduire les écarts entre riches et pauvres dans un nouveau projet social.

Sœur Soucy reconnaît qu'elle n'obtient pas toujours d'immenses succès auprès des religieuses dans certains couvents. On retrouve dans l'Église la même diversité d'opinions que dans la société civile, dit-elle. D'ailleurs, l'Église officielle ne se prononce pas. Dans son *Message pastoral sur l'avenir du Québec*, paru en février, l'Assemblée des évêques du Québec reste neutre. Aucune des deux options, y lit-on, «ne paraît s'imposer en regard des seules valeurs évangéliques, aucune ne semble en contradiction radicale avec les exigences fondamentales de la vie personnelle et collective. Aucun régime politique ne possède un caractère absolu puisqu'il demeure dans l'ordre des moyens et qu'il est ordonné aux personnes et à leur bien commun».

Sœur Soucy observe que les religieuses qui sont plus proches des mouvements populaires sont plus proches du mouvement souverainiste. Non pas plus proches du Parti québécois. Ce n'est pas une question de gouvernement. On ne vote pas pour quatre ans, on vote «pour 400 ans», dit-elle.

La revue *Relations*, un organe d'information des Chrétiens de gauche, publié par le Centre justice et foi, a donné un appui critique au projet souverainiste. Dans la dernière édition, la directrice Carolyn Sharp rejette l'idée de rester neutre. Pour elle, voter OUI, c'est ouvrir une brèche dans le mur de fatalité qui entoure notre société. Il s'agit d'une option pour la transformation sociale.

Une trentaine de personnes viennent de former le Mouvement des chrétiens pour le OUI, dont la devise est: «Ce n'est pas péché de voter OUI». En 1975, Raoul Roy faisait de Jésus un *guerrier de l'indépendance*, dans son essai paru chez Parti pris.

A l'inverse, on a vu un curé, à Québec, il y a deux ans, imputer la faute aux dirigeants souverainistes pour la mort d'un jeune qui s'était jeté dans le feu de la Saint-Jean. Selon lui, les dirigeants du mouvement souverainiste contribuaient à entretenir des rêves dans l'esprit des jeunes au lieu de les inciter à un sain réalisme.

A l'extrême du spectre, on trouve aussi les bêtes blancs ultraconservateurs qui, dans leur journal *Vers demain*, invitent à voter «NON à la division de notre beau pays, le Canada». «Nous voulons, écrivent-ils, garder notre pays uni, fort, riche et puissant.»

TOURMENTE Des cerfs-volants arborant des slogans antinucléaires

SUITE DE LA PAGE 1

te les relations diplomatiques sino-canadiennes, dont le 25^e anniversaire est commémoré cette année.

Mais le mouvement de protestation contre les violations des droits de la personne en Chine et la politique nucléaire menée par Pékin ont eu tôt fait de mettre du sable dans l'engrenage. À la demande de la délégation chinoise qui redoutait la présence de manifestants hostiles, Ottawa a dû déplacer les entretiens d'hier matin de l'édifice du Parlement vers le bâtiment abritant le ministère des Affaires étrangères. Pourtant, il ne se trouvait sur la colline parlementaire qu'une poignée de manifestants munis de... cerfs-volants arborant des slogans antinucléaires.

Dans le même ordre d'idées, le Centre international des droits de la personne et du développement démocratique a fait parvenir un message à M. Li — réputé être celui qui a ordonné le massacre de la place Tiananmen, en 1989 —, lui rappelant que «la Chine pourrait importer du Canada plus que de la machinerie». «Par exemple, la Chine pourrait également importer la liberté d'expression qu'ont les Canadiens», écrit le président du Centre, Ed Broadbent.

La visite du leader chinois a également trouvé écho au congrès au leadership du NPD, où le président du

Congrès du travail du Canada, Bob White, a soulevé les applaudissements de la salle en qualifiant de «honteux» le fait «que le Canada qui poursuit une politique de libéralisation des échanges avec la Chine renonce à exiger le respect des droits de la personne les plus fondamentaux».

De même, des Montréalais d'origine chinoise ont érigé hier un tank en bois devant l'hôtel du centre-ville où avait lieu la réception organisée pour M. Li.

Mais Ottawa tenait avant tout à parler de commerce, comme l'Équipe Canada l'avait fait lors de son périple en Chine en novembre dernier en signant divers contrats évalués à huit milliards de dollars. M. Chrétien a ainsi annoncé la conclusion d'ententes de coopération dans les secteurs des ressources humaines et de la santé, de même que l'amorce de la phase finale de pourparlers devant mener à la vente à la Chine de deux réacteurs nucléaires Candu dont la valeur est estimée à 3,5 milliards de dollars.

La Chine a défié ouvertement le moratoire international sur les essais nucléaires, mais Ottawa assure détenir une garantie suffisante que sa technologie ne sera pas utilisée à des fins militaires.

À ses critiques qui lui reprochent de faire peu de cas des droits de la personne, le premier ministre a toujours soutenu que la libéralisation des échanges était le

meilleur moyen de favoriser l'éclosion de la démocratie dans les pays récalcitrants. Hier, une séance d'information donnée par des porte-parole du gouvernement fédéral a permis d'apprendre que M. Chrétien avait abordé la question des libertés individuelles avec M. Li en mettant l'accent sur «les principes de bon gouvernement» et «la saine conduite des pouvoirs publics», sans parler nominalement de droits de la personne.

«Le premier ministre prône une approche fondée sur le pragmatisme et le dialogue», a dit un haut représentant d'Ottawa.

En soirée, l'Équipe Canada espérait d'ailleurs consolider les liens commerciaux avec son partenaire, le cinquième en importance du Canada. Mais d'évidence, l'occasion était trop belle pour ne pas en profiter pour casser du sucre sur le dos de Jacques Parizeau, qui a refusé de jouer dans l'événement le rôle de «plante verte». Frank McKenna avait ainsi déclenché les hostilités, en matinée, en dénonçant le projet souverainiste.

«La négociation [d'un partenariat] est hors de question», a déclaré le leader néo-brunswickois devant la Jeune Chambre de commerce de Montréal. Il a ajouté que la possibilité pour les Québécois de conserver la citoyenneté et la monnaie canadiennes après un OUI était illusoire: «On ne peut pas avoir en même temps le beurre et l'argent du beurre.»

PANIQUE Très bientôt, la «chicane» éclatera parmi eux, dit Bouchard

SUITE DE LA PAGE 1

l'égalité, nous sommes juste à une poussière de la démocratie qui s'exprime» (et qui procurerait la majorité au OUI).

Le sondage Radio-Québec-CFCF-12 accorde, avant répartition des indécis, 39 % au OUI et 43 % au NON. Il a enregistré un taux d'indécis de 18 % et a été réalisé en début de semaine (entre le 10 et le 12 octobre) auprès de 1013 personnes.

M. Bouchard croit percevoir dans le camp du NON «l'amorce d'une panique, ça paraît sur leurs visages», et il prévoit déjà que très bientôt la «chicane» éclatera parmi les forces du NON, qui voient venir la souveraineté comme étant une réelle possibilité.

«Les fédéralistes du Québec vont s'énerver, ils vont essayer de mettre un petit paquet sur la table, un petit bonbon, Ottawa leur dira non, et la chicane va prendre entre eux.»

Une hypothèse que ne voudra sûrement pas admettre le camp du NON, mais il reste que les fédéralistes misent maintenant sur Jean Charest pour redonner de la vigueur à leur campagne et creuser l'écart.

La plus grande implication du chef du Parti conservateur dans la campagne référendaire correspond à un changement palpable de style au sein des forces fédé-

listes. Aujourd'hui, la caravane du NON, qui devait stopper ses activités, question de reprendre son souffle, poursuit son périple sous la direction de Jean Charest.

«On va voir souvent Jean Charest», a affirmé le chef du camp du NON, Daniel Johnson, en tournée à Québec. «Samedi, c'est lui qui part en tournée, moi je prends une journée de repos et de lecture.»

À chacune de ses interventions publiques, M. Charest a volé la vedette à Daniel Johnson avec ses discours colorés, soulevant inmanquablement la foule.

Mais ce virage s'est d'abord manifesté mercredi alors que Daniel Johnson a livré un discours corrosif à l'endroit de ses adversaires. Il y est allé d'une charge à fond de train contre Jacques Parizeau, l'accusant de mentir à la population quant aux conséquences économiques d'un Québec souverain.

Depuis, M. Johnson, qui avait joué de prudence en début de campagne, semble avoir laissé libre cours au bagarreur en lui. Il n'a cessé de brandir les «dérangements intellectuels» de son vis-à-vis, tentant ainsi de diriger les projecteurs uniquement sur M. Parizeau.

Avec la fin de la semaine, il est devenu clair que M. Johnson laissait aux autres porte-parole de son équipe les critiques acerbes à l'endroit de Lucien Bouchard.

De son côté, Lucien Bouchard, qui dirigeait hier la caravane du OUI, a servi un non retentissant à la proposition du premier ministre de l'Ontario, Mike Harris, de s'allier avec le Québec pour renouveler le fédéralisme.

«Non merci, M. Harris, on y a goûté, on a déjà donné», a-t-il lancé sous les applaudissements de son auditoire.

Lucien Bouchard s'en est également pris à la proposition du premier ministre Harris, «qui laisse miroiter la merveilleuse possibilité d'une alliance avec les provinces pour forcer le méchant fédéral à ne pas empiéter» (sur nos compétences).

«C'est comme un vieux film noir et blanc qu'on regarde le soir à la télévision» a dit M. Bouchard, qui a rappelé qu'en 1981, René Lévesque «a tenté de faire confiance aux autres provinces du Canada anglais pour faire une alliance, contre le fédéral, pour changer le régime fédéral à l'intérieur du régime».

«Il en a mangé une belle», a-t-il conclu.

En fait, Lucien Bouchard va plus loin, puisqu'il tente de convaincre les Québécois que «le genre de pays que M. Harris nous promet, c'est celui qu'il est en train de construire en Ontario, alors qu'il vient de couper 21 % de l'aide sociale. C'est ça qu'on nous promet pour le Québec? Non merci, M. Harris.»

Avec cet exemple, Lucien Bouchard renforce son discours d'il y a deux jours, où il commençait à présenter la souveraineté comme étant un rempart devant la montée de la droite au Canada.

Le chef du Bloc trouve absurde la menace brandie par Mike Harris d'établir des frontières entre le Québec et l'Ontario pour faire obstacle à la circulation des biens et des services. «Ça n'a pas de bon sens, a-t-il dit. S'il y a des gens qui ont besoin de faire circuler librement leurs marchandises, c'est bien l'Ontario, qui nous vend bien plus qu'on leur vend. Comment M. Harris veut-il écouler pour 25 milliards de dollars de biens et services si on installe des frontières? Il y a 250 000 emplois à préserver en Ontario» (grâce aux échanges commerciaux entre l'Ontario et le Québec).

Interrogé sur la situation politique au Canada après un OUI à la souveraineté, M. Bouchard a indiqué que si Ottawa veut déclencher des élections, le Bloc québécois y sera, et ce, tant que le Québec ne sera pas officiellement souverain.

Mais M. Bouchard doute que des élections soient effectivement déclenchées par Ottawa puisque «si le Québec vote OUI, croit-il, il est à prévoir que le Québec enverra massivement des élus du Bloc pour se faire représenter à Ottawa.»

RÉSISTANCE

«Je refuse de me laisser enfermer dans ce jeu»

SUITE DE LA PAGE 1

cielles, comme dit Dubois.

Le soviétologue Jacques Lévesque, de l'UQAM, avait voté OUI en 1980, mais révèle dans *Le Devoir* d'aujourd'hui, tirant les leçons du démantèlement de l'URSS, qu'il votera NON.

Il reproche au PQ de l'avoir placé dans la situation impossible de choisir entre l'indépendance ou de perpétuer un *statu quo* qu'il rejette. «Je refuse de me laisser enfermer dans ce jeu», écrit-il dans la seconde partie de son texte, qui paraîtra lundi. Lui qui n'a jamais été un enthousiaste de l'indépendance, croit que «dans les conditions actuelles» ce projet n'est plus qu'une «chimère d'intellectuels des années 1960 et 1970». Beaucoup de gens voteront OUI par «lassitude», selon lui.

Si Lévesque vote NON, le metteur en scène Robert Lepage vote OUI, même s'il trouve que «l'idée du Québec que nous vendent les nationalistes est une petite idée». Son espoir réside dans le partenariat qui est proposé par la question référendaire, a-t-il expliqué hier à son collègue Robert Lévesque. «Mon OUI, c'est pour un rapprochement», dit-il.

C'est le OUI d'un gars qui prend le partenariat au sérieux, un partenariat qu'il souhaite voir élargi à la culture. Il note que le Canada anglais s'intéresse davantage à la culture québécoise que l'inverse. Lui-même pense parfois comme un Canadien anglais, ce Canada où il a présenté en primeur, au Festival du film de Toronto, son *Confessionnal*. Lepage entretient

tout de même quelque inquiétude. Il trouve que «Lucien Bouchard a des problèmes avec la composition de son personnage». Le chef du Bloc lui apparaît comme quelqu'un ouvert au partenariat, mais qui manifeste tant d'animosité ces derniers jours, qu'il a plutôt l'air de quelqu'un qui veut en découdre.

Le créateur du *Dortoir*, Gilles Maheu, est de ceux qui «ne se sentent pas colonisés» et qui restent donc imperméables aux appels du mouvement nationaliste. «J'ai un désir de voter OUI, dit-il au *Devoir*, mais je ne suis pas emballé par le projet proposé, par le niveau du débat et par l'absence de la culture dans ce débat.» Il a œuvré partout dans le monde. Dans le Montréal cosmopolite d'aujourd'hui, et qui lui plaît, il travaille avec des danseurs torontois et anglophones qui parlent français. Il n'a pas la certitude que le pays que proposent les souverainistes ne sera pas xénophobe, ni qu'il mettra en œuvre une politique culturelle valable.

Maheu est, à cet égard, aussi perplexe que René-Daniel Dubois. «Le projet ne repose plus sur les bases des années 1960 qui consistaient à mettre en valeur notre spécificité, dit au *Devoir* l'auteur de *Being at home with Claude*. Au contraire, c'est pour qu'on soit pareil comme tout le monde, pour décider par nous-mêmes comment on se vend aux Américains.» Pour lui, les fédéralistes comme les nationalistes proposent d'inscrire le Québec dans le courant libre-échangiste nord-américain et rien d'autre. Il aurait voulu que le projet soutienne un autre rapport au monde. «Que je vote OUI ou NON, pour ce qui est essentiel pour moi,

le résultat est le même.» Alors il s'entraîne à dessiner des «lapins qui forniquent» pour mettre sur son bulletin de vote.

De la même façon, mais en partant d'un point de vue différent, l'ancien felquist et ancien leader du mouvement marxiste-léniniste En lutte!, Charles Gagnon, écrit que le projet indépendantiste le laisse froid. Dans *Le Référendum, un syndrome québécois*, il écrit qu'indépendant ou pas, les francophones d'Amérique baigneront indéfiniment dans une mer anglophone au comportement parfois hostile à leur endroit. Il ne voit pas comment la société francophone pourrait se démarquer de façon significative, à moins d'une «éventuelle révolution de l'ordre économique dominant à l'échelle mondiale» et un réaménagement géopolitique majeur en Amérique du Nord. Il ajoute qu'avec la concentration du pouvoir économique, la notion de souveraineté politique est de plus en plus «une coquille vide».

Tout comme Jean Larose, dans *La Souveraineté rampante*, demandait si on pouvait faire la souveraineté sans s'en rendre compte, le politologue de Concorde Daniel Salée considère comme «une fraude intellectuelle», le discours souverainiste actuel, qui tente de masquer les motivations ethniques derrière un concept de souveraineté républicain, civique, étatique, mais aussi qui promet une société solidaire sans y croire vraiment. Il croyait voter NON la semaine dernière; jeudi, il penchait pour le OUI. Parce qu'à tout prendre, «c'est peut-être l'option qui ouvre le plus de débats sur la société».




Par sa formation économique
LE FONDS INVESTIT DANS L'EMPLOI!

Les travailleurs et travailleuses du Groupe Permacor
en session de formation

LE
FONDS
DE SOLIDARITÉ
DES TRAVAILLEURS
DU QUÉBEC (FTQ)

LE DEVOIR

LES BUREAUX DU DEVOIR SONT OUVERTS
DU LUNDI AU VENDREDI DE 9H00 À 16H30
2050, RUE DE BLEURY, 9^E ÉTAGE, MONTRÉAL, (QUÉBEC) H3A 3M9
RENSEIGNEMENTS ET ADMINISTRATION : (514) 985-3333

PUBLICITÉ
AVIS PUBLICS (514) 985-3344
ANNONCES CLASSÉES (514) 985-3344
PUBLICITÉ (514) 985-3399 / télécopieur (514) 985-3390
NUMÉRO SANS FRAIS 1-800-363-0305

SERVICE DES ABONNEMENTS
DU LUNDI AU VENDREDI DE 8H00 À 16H30
Montréal (514) 985-3355 / télécopieur (514) 985-3390
Extérieur (sans frais) 1 800 463-7559